

GRAND NAUFRAGE ANNONCÉ

Tout d'un coup, Chambéry est devenue petite. Toute petite, minuscule même. Ça c'est passé le 26 octobre dernier. Ce jour-là, Xavier Dullin a mis au monde le Grand Chambéry. À ne pas confondre avec Chambéry grand lac (la marque territoriale), dont le « grand » fait ici référence à l'agglomération d'Aix-les-Bains ; et c'est bien le Grand Chambéry dont il est question ici et pas la petite Chambéry comme le laisser penser son nom. C'est ce que Xavier Dullin appelle "une identité forte pour voir plus loin". Allez comprendre ! D'ailleurs chez les propos de la com', on la juge plutôt sévèrement : « *Difficile de trouver une réelle cohérence dans cette réalisation. La composition typographique manque d'équilibre, les références culturelles et géographiques semblent avoir été empilées, ne donnant pas réellement de sens à la volonté de tendre vers une certaine abstraction* » (etapes.com, 16/01/18). Pas sympa.

A *Polenta!*, on n'a toujours pas fait de fiesta depuis plus d'un an : le champagne et le tofu se font attendre. On a quand même décidé de devenir Grand, histoire de prendre le train en route. Surtout que cette idée de Grand, on l'a expérimentée bien avant l'Agglo en distribuant notre journal papier à bicyclette dans les Bauges. Le Col de Plainpalais avec les sacoches pleines, nos mollets s'en souviennent encore. Bref, Xavier Dullin a fini par nous voler notre idée, même si au début il était plutôt réticent à les annexer, ces Bauges. On a réfléchi avec notre service juridique es-mais à entamer des poursuites judiciaires pour plagiat, mais on a finalement laissé tomber. C'est qu'en menant l'enquête, on a découvert que ce concept innovant et moderne de « Grand » il l'a déniché au Grand Berlin... créé en 1920 suite à l'annexion par le vieux Berlin de 7 villes, 59 communes rurales et 27 territoires communaux. Sans parler du Grand Paris, du Grand Dijon, du Grand Marseille, etc.

Grand Polenta! est donc né. *Grand Polenta!*, c'est comme le petit *Polenta!* mais en plus grand. Et plus innovant. Qui dit innovation dit mutation, « *destruction des éléments vieillissants et création d'éléments neufs* » : c'est ce qu'on appelle le processus de destruction créatrice. On est en plein dedans. Ceux et celles qui ont déjà pénétré dans l'open-space de la rédac' ont pu observer que la fabrication quotidienne et minutieuse de *Polenta!* reposait ces derniers temps essentiellement sur les épaules de Grand chef de l'ombre et de son acolyte, dit Petit chef. Sauf qu'après avoir refusé de se faire incuber par Savoie-Technolac malgré leur potentiel entrepreneurial hors norme, ils quittent le navire. Pas d'inquiétude, ils laissent un coffre blindé de thunes et une caisse noire : 968 pièces de 1, 2 et 5 cents, soit 17,36 euros. Ce septième numéro est bien leur dernier, malgré leur amour démesuré, quasi fétichiste, de la presse papier et de l'objet journal.

Polenta! est au bord du naufrage. Débarrassée de ces deux modestes journalistes sans ambition, l'éternelle stagiaire du journal, épaulée par quelques rescapés, veut tenter un sauvetage. Mais pour cela, elles/ils ont besoin de plein de Petites et de Grandes mains pour inventer les nouvelles vies et les nouvelles formes de *Grand* ou petit *Polenta!*.

**POLENTA! MEURT OU
SE RENOUVELLE AVEC VOUS,
ALORS FAITES-VOUS CONNAÎTRE !**

Chambéry et alentours

Hiver 2018

Numéro 7

2€



À vos stylos...

REÇU PAR ERREUR

Il semble qu'une habitante étourdie nous ait envoyé un courrier destiné à Josiane Beaud. Josiane, si tu as reçu par erreur un courrier adressé à Polenta!, n'hésite pas à nous le faire parvenir d'une façon ou d'une autre. Quant à nous, nous avons choisi d'en publier une copie.

Madame la Chargée du Rayonnement de la Ville, etc.

Le 2 octobre 2017, certains habitants de Chambéry ont reçu votre courrier de réponse suite à leur demande concernant des difficultés de stationnement au sein de leur quartier. Vous commencez votre réponse par : « Vous avez été nombreux à nous faire part de difficultés de stationnement dans votre quartier : voitures "ventouses" occupant les rues pendant plusieurs jours, temps de recherche d'une place long et polluant ». Vous imaginez mon enthousiasme, madame Beaud, Chargée du Rayonnement de la Ville, etc., pour une fois, je me sentais entendue. De plus, sublimant votre réponse vous affirmiez vouloir « mettre un terme à ces situations préjudiciables à la qualité de vie au sein de votre quartier ». Enfin, j'allais pouvoir garer ma voiture sans difficulté après une journée de travail épuisante et un trajet de retour relativement long. Enfin, je ne tournerais plus en rond pour trouver une place dans mon quartier car vous aviez la solution suivante à nous imposer : « À compter du 1er novembre 2017, votre rue passera en zone verte. Le stationnement y sera payant de 9h à 12h et de 14h à 19h. Sauf les dimanches et jours fériés (de 9h à 18h) ».

À la lecture de cette réponse (qui, en gros, revient à payer plutôt que de ne pas payer), une multitude de questions m'ont subitement traversé l'esprit. Est-ce que cette nouvelle obligation résout réellement mon problème de stationnement ? N'ajoute-t-elle pas plutôt une nouvelle contrainte financière à mon budget déjà précaire ? Ce courrier est-il à prendre au premier ou au second degré ? Il est vrai que, s'il est au second degré, Mme Beaud, Chargée du Rayonnement, etc., il est d'un cynisme hilarant.

Vous nous en réferez aux Conseils municipaux des 10 mai et 12 juillet 2017. Dans ces derniers, il est question de mettre en place trois zones de stationnement payantes dans Chambéry et de construire deux nouveaux parkings d'une capacité de 500 places chacun. Encore une fois je me questionne : suis-je d'accord pour donner l'argent public à des sociétés privées qui construisent des parking à qui je vais devoir à nouveau payer des stationnements ? Est-ce que payer une place de parking est une solution qui « contribuera à l'apaisement du centre ville et à son attractivité », comme il est précisé dans votre courrier ? N'est-ce pas plutôt une volonté masquée d'éloigner une population pauvre du centre-ville ? Quand arrêterai-je de payer financièrement et psychologiquement des décisions que je ne prends pas ? Fichue démocratie... Oups je m'emporte et ce n'est pas bon pour ma psyché déjà fragilisée.

En ce moment dans ma ville, des mineurs non-accompagnés se voient refuser la protection du Département et se retrouvent concrètement à la rue. Je croyais cela illégal. J'ai dernièrement soutenu et hébergé l'un d'entre eux, et en fait, c'est cela qui est illégal. Cela me semblait au contraire être une priorité. Mais visiblement, dans cette ville, la priorité serait d'héberger les bagnoles plutôt que les gens.

Aussi Josiane, ne m'en voulez pas si je préfère prendre votre courrier au second degré. Et pour parfaire dans l'ironie, vous auriez pu conclure par : continuez à voter pour nous.

Une habitante.



ÇA VA FARTER, MON POTE à Laurent

Il nous tenait à cœur d'écrire quelques lignes pour Laurent dans ce numéro. Laurent, notre copain de Chambéry Ski Services, cette petite boutique du Faubourg Montmélian toute pleine de skis où on peut acheter *Polenta!* depuis ses débuts.

L'automne dernier, Laurent s'est suicidé. Tristesse et colère. On a perdu là un ami, un compagnon de misères et d'aventures, des moments de franches rigolades. On a perdu un frère de lutte et de douces rêveries, qui essayait de faire de ce monde un endroit un peu plus sympa, un peu plus vivable. Il avait ouvert son magasin pour tenter quelque chose, mais ça n'a jamais été assez facile, ça n'a jamais été assez peut-être. Lolo avait de sacrés, de foutus idéaux, du genre qui vous font gravir des montagnes et qui, sinon, vous jettent d'un pont.

*Lolo, garde-nous un bout de jardin
dans ton monde meilleur.*

Ce journal est édité et diffusé par l'association Polenta!
80 Galerie de la Chartreuse, 73 000 Barberaz
www.polenta.top
contact@polenta.top

Ont participé à l'élaboration de ce numéro : André Mickaël, Andrea Echorn, Audita, Béa, César, Chloé Minssieux, Flo, Florence, Frédéric Delville, Guillaume Roche, Isabelle, Julie, Laura, Laurent, Laurent, Laurie, Le baj, Lisa, Lulu, Maël, maria tania elisa, Mélo, Mikaël Chambru, Rachél Carle-Gravier, Zed et leurs ami-e-s.

Directeur de publication : Mikaël Chambru.

N° CPPAP : 0118G9247
N° ISSN : 2497-6814
Imprimerie : Néo'graphic, 275 rue Pierre et Marie Curie, 73490 La Ravoire.

Tirage : 1 500 exemplaires.
Ce numéro a été bouclé le 11 février 2018.
Dépôt légal : février 2018

Polenta! a été réalisé avec des logiciels et des polices libres ou pirates.

LA FRICHE VICAT

On vous en avait parlé dans le numéro 4 de Polenta!. Il y a un an et demi, l'agglo annonçait la fin des jardins ouvriers Vicat, à Cognin, assénant un ultimatum aux occupant-e-s pour le mois de novembre. La plupart ont accepté avec résignation et ont déserté leur lopin. On n'a pas vu depuis trace de Caterpillar... Une voisine y est passée il y a peu :

Je me rappelle de l'homme qui vivait là. C'était beau chez lui. Quand je passais, il y avait toujours une théière sur la petite table devant sa maisonnette, un bouquet de fleurs, un nouveau dessin sur le mur, quelque chose qui accrochait mon regard. Maintenant, il n'y a que des décombres, le lieu met mal à l'aise, les déchets poussent plus vite que les mauvaises herbes et ça et là on voit même des traces de feux mal contrôlés. Je me souviens qu'il y avait là des jeux pour les enfants, ici une table de pique-nique, dans cet arbre une cabane. Ah, ça aurait été moche qu'on bétonne ça. Mais maintenant que les habitant-e-s, les occupant-e-s, les jardinier-e-s sont parti-e-s, que les jardins ont presque complètement disparus pour laisser place à une espèce de non-lieu, un dépotoir, cela sera bien plus facile de justifier qu'on rase tout. Mesdames messieurs les urbanistes ou je ne sais quoi qui sont derrière tout ça ont certainement pris soin d'inclure ce processus "d'auto-destruction" dans leur petit planning. Au printemps dernier, j'avais croisé une jeune fille au détour d'une allée. Appuyée sur sa grelinette, elle m'avait dit qu'elle était nouvelle dans le quartier et qu'elle espérait bien pouvoir faire une récolte avant que les tractopelles n'arrivent. Et puis les figuiers s'en foutent pas mal des menaces de Chambéry métropole, ils continuent à donner leurs fruits. Bref, tout n'est pas perdu, mais ça ne va pas fort.



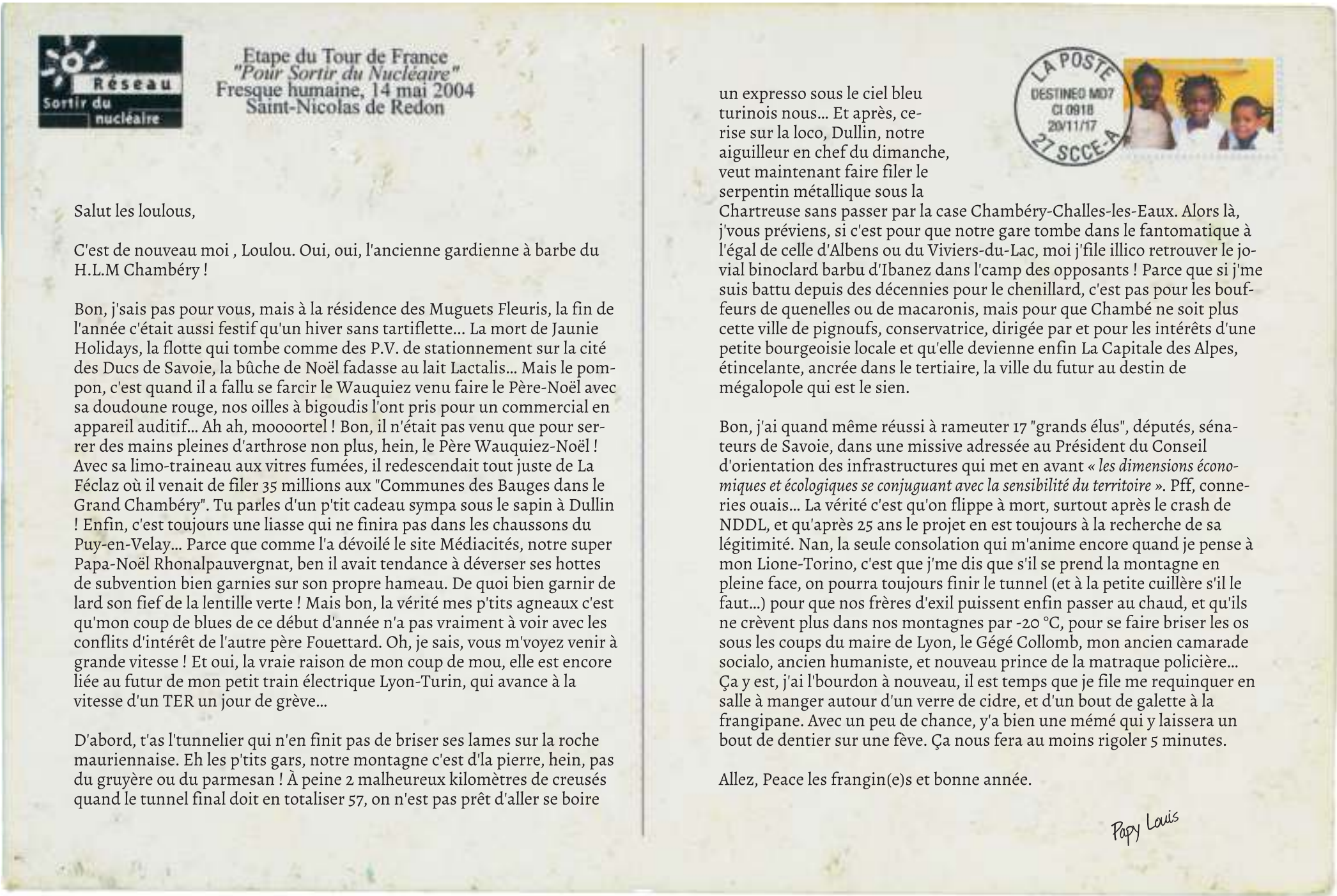
« La tactique n'a pour lieu que celui de l'autre. Il lui faut utiliser, vigilante, les failles que les conjectures particulières ouvrent dans la surveillance propriétaire. Elle y braconne. Elle y crée des surprises. Il lui est possible d'être là où on ne l'attend pas. Elle est ruse ».

RÉHABILITER MICH-MICH

Lecteur de votre journal depuis la première heure, je m'étonne que vous n'ayez pas encore parlé de Michel de Certeau dans vos pages. Vous ne le savez sans doute pas mais cet intellectuel connu dans le monde entier est au moins aussi chambérien, si ce n'est plus, que Rousseau ou les frères de Maistre, il est né et a grandi dans notre bonne vieille ville. Et personne n'en parle, niet, nada ! Pas une statue, pas un nom de rue, même pas une impasse : scandaleux. Pourtant, je suis sûr que vous pourriez tomber amoureux de cet art de vivre des individus inventant des pratiques de résistance quotidienne face au pouvoir et à la raison technicienne qui administre la société, un art du braconnage mêlant ruses subtiles et tactiques pour détourner les objets et les codes, se réapproprier l'espace et les usages, agir, s'émanciper de l'ordre social et de sa violence. C'est bien beau de vouloir produire une information locale de qualité et différente des autres médias, mais il faut aller jusqu'au bout de la démarche, les loulous : de la critique à l'action !

On va vous surprendre, mais à Polenta!, on l'apprécie, le Mich-Mich. Braconner des éléments pour bricoler du vivable, on s'y essaie tous les jours à notre échelle. Bien plus intéressant à explorer que les pensées simplistes de Jay-Jay et Jojo, modernisme versus conservatisme. Allez, déclarons-le par- rain de ce numéro ! Toutes les citations en exergue sont issus de son livre L'invention du quotidien, 1990.

...à vos claviers



Jay-Jay et Jojo

sont

On ne badine pas avec les grands hommes. De leur vivant, passe encore ; mais post-mortem, ouh là non. Les morts exigent plus de majesté et de considération, à proportion de leur stature. Toutefois, s'il transcende de quelques franches coudées l'ingrat étiage de son engeance, le *badass* historiquement avéré n'en demeure pas moins soumis aux mêmes conditions générales d'existence que ses semblables. Et en premier lieu au *topos* : il vit, puis a vécu *quelque part*. Ou, pour rester simple : dans le laps de temps fini et sécable qui lui est imparti, il occupe successivement et simultanément *un nombre entier et fini de quelques parts* distincts et/ou emboîtés les uns dans les autres – chambre < maison < rue < quartier < ville < ...

À de rares exceptions, la notoriété du grand homme honore les quelques parts qui l'ont accrédité. Lesquels l'honorent en retour, et de bonne grâce : la reconnaissance est avantageuse. Qu'ils se réduisent aux dimensions d'un boudoir ou d'une arrière-cour, qu'ils atteignent à celles d'une province ou d'un pays, les lieux qui l'ont vu naître, grandir, devenir, besogner, et décliner – rayer la ou les mentions inutiles – entretiennent sa mémoire et explicitent son empreinte. On donne son nom à une rue, une place ou un lycée ; on fait ériger une statue, apposer une plaque ; on célèbre un bicentenaire ; on met en cave au Panthéon ; selon les cas ou tout cela à la fois. C'est là une coutume très universellement attestée. La pompe, la publicité et la résilience de l'hommage s'indexent *grosso modo* sur la plasticité du personnage, le *gloss* de son aura, son *sex-appeal* patriotique, la commensurabilité du *buzz* qu'il a suscité dans l'histoire du monde et des idées, et la variété plus ou moins décisive et/ou anecdotique de ses tribulations *in situ* ; paramétrages nécessaires, hautement impactants, mais non suffisants, comme nous l'allons voir.

Car les localités – entendre les locaux – commémorent leurs enfants prodiges et leurs illustres fréquentations en leur qualité de gloires *locales*. Esprit de clocher, narcissisme collectivisé, passif ou militant. *Topocentrisme* : chaque lieu est un nombril du monde. En célébrant leurs grands hommes, les lieux et ceux qui les habitent se célèbrent eux-mêmes. Il s'agit de faire *valoir* le coin. Par complaisance et par intérêt, et *parce qu'on est du coin*. C'est essentiellement l'affaire et la prérogative de coteries institutionnelles ou élues, de sociétés des amis de, et autres *think tanks*, *lobbies* et *camarillas* de terroir, en charge de consacrer le protocole de mémoire, et de cultiver son observance. Ensemble de pratiques que l'on peut sans plus de nuance qualifier de *branding*.

L'établissement de cette *franchise* est légitimé par une logique auto-portante : la grandeur de l'homme confère au lieu un surcroît de prestige *rétroactif*, modeste ou considérable – mais le lieu a aussi été *constitutif* de cette grandeur. *Il y a été pour quelque chose*. En quoi et dans quelle mesure ? Questions documentées, au besoin débattues. Humus, aussi, du processus de promotion et de ses déviances : le boniment et l'hyperbole. Une part du mérite de l'homme incombe donc au lieu, de fait sinon de droit, et pour ainsi dire lui *appartient* ; à tout le moins, il jouit de l'usufruit. L'attelage Lamartine/Lac du Bourget, sur la foi d'un poème trop long, est à cet égard un cas d'école. Le *pitch* de départ est pourtant maigre : Fonzie, mâle alpha de son état, de son propre aveu désœuvré, raccole mollement la gueuse à la sortie des thermes – on connaît la suite. Le même principe de *récupération* opère quelque soit l'échelle. Le prétexte peut être tenu et l'interaction minimale : la grotte François 1er, sous le col du Crucifix, est désignée ainsi parce que le roi et son équipage s'y sont abrités d'un orage – la belle affaire. Ici comme ailleurs, et plus souvent qu'à son tour, le fait s'amincit jusqu'à l'anecdote, triviale ou miraculeuse. Ici, la jeune bergère a vu la Vierge. Ici, l'humble croquant de retour des champs a fait un shifumi avec l'ange Gabriel. Ici, le président a mangé un poulet-frites et joué de l'accordéon. Ici, l'empereur déchu a fait caca.

Entreprise de récupération donc, de captation d'héritage, de privatisation partielle – de confiscation parfois – d'une renommée établie, qu'on *exploite*, et dont on fait commerce. Or le commerce ne prédispose pas nécessairement à la probité. Les faits se trient et s'achalandent ; les vérités s'accommodent et se maquillent pour aller à la foire ou au bal. Exemple de trafic de mémoire patenté : Rimbaud, rentabilisé par Charleville-Mézières, ville « *supérieurement idiote* », qu'il vomissait, et dont il détalait à la première occasion. Qui dit commerce dit aussi concurrence. Des érudits berserkers s'écharpent depuis des siècles pour établir quel col a emprunté l'armée d'Hannibal pour franchir les Alpes. Chicaneries de peu d'incidence, certes ; mais l'enjeu peut être autrement sensible s'il touche de plus près à la geste nationale. La bataille autour du site d'Alésia, engagée sous le Second Empire, fait encore rage ; la localité d'Alise-Sainte-Reine a raflé la mise, mais les sites concurrents n'ont pas renoncé à leurs prétentions. Parfois, les moyens manquent : la statue de Bayard à Pontcharra est vraiment très petite. Enfin, à la marge, certaines figures sont proprement irrécupérables. Infâmes et social-traîtres, *losers* et collabos, bien sûr, mais pas que. Les bolcheviks ont élevé une statue à Robespierre à Léninegrad ; une simple plaque commémorative apposée sur une façade rappelle que l'Incorruptible a vécu et exercé à Arras. *Damnatio memoriae*, ou presque.

Chambéry a été plutôt gâtée. Elle a hérité de deux poids lourds : Jean-Jacques Rousseau et Joseph de Maistre – *Jay-Jay et Jojo*. À l'heure du bilan, pris séparément, ni l'un ni l'autre ne sont irrécupérables, en dépit de quelques écarts de plume et de conduite fâcheux – mais quelle âme est sans défaut ? Ainsi l'imagerie de Jojo dégorge de sang, de supplices et d'expiations ; en outre, il surkiffe la figure du bourreau – garant suprême à ses yeux de la cohésion sociale et de l'harmonie des sphères : « *toute grandeur, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur: il est [...]* le lien de l'association humaine. Ôtez du monde cet agent incompréhensible; dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment et la société disparaît ». Et comme chacun sait, Jay-Jay se défausse bassement de sa progéniture à l'Assistance publique. Père indigne, homme indigne : argument maousse et sans appel, invoqué par la *légende noire* qui s'est employée, de son vivant déjà, à pourrir le penseur en jetant l'opprobre sur le bonhomme. Chacun traîne ses casseroles pour sûr. Mais on excuse ou on vilipende, on regarde ailleurs ou on met au pilori, à la tête du client. On dit peu que Voltaire était un fieffé antisémite – voir son *Dictionnaire philosophique* ou son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*, dans leurs versions non expurgées par des éditeurs en peluche. En outre, il se tapait sa nièce. Éluard a écrit une ode à Staline. Hitler était végétarien. Jean Valjean a volé un pain. La terre est bleue comme une orange, circulez.

Mais pris *ensembl*Jay-Jay et JojoJojo sont bien encombrants, bien irréconciliables. Idéologiquement, tout les confronte. Jay-Jay a préparé la Révolution, Jojo l'a combattue. Pour le premier, la souveraineté émane du peuple ; pour le second, d'une instance suprême et toute-puissante : ~~Chuck Norris~~, pardon, Dieu. L'un fait de la retape pour la démocratie, l'autre pour l'absolutisme de droit divin. Et surtout, ils ne sont pas d'accord sur l'homme ; leurs idées du monde inconciliables procèdent de l'antagonisme même de leurs idées de l'homme. Pour Jay-Jay – qui, lorsqu'il parle de l'homme, parle d'abord de lui-même, et réciproquement - « *il n'y a pas de perversité originelle dans le coeur humain [...]* et les premiers mouvements de la nature sont toujours droits ». Le péché originel est une fable ; c'est « *par les institutions seules que les hommes deviennent méchants* ». A contrario, selon Jojo, « *l'homme est trop méchant pour mériter d'être libre* ». La souillure du mal est native, et indécrottable. L'homme est voué au vice, au désordre, et à la barbarie ; il n'est pas « *naturellement bon* ». Jojo n'est pas un humaniste. L'homme des Lumières, l'homme en tant que tel, l'homme des Droits de l'Homme? Une abstraction, une aberration qui appartient aux « *espaces imaginaires* ». « *Il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu, dans ma vie, des Français, des Italiens, des Russes, etc.; [...] mais quant à l'homme, je déclare ne*

sur un bateau

l'avoir rencontré de ma vie – s'il existe, c'est à mon insu ». Une abstraction n'a pas de droits ; l'homme n'est pas « né libre ». « *Agent passif* » de la Providence, la seule liberté dont il use et dispose est disruptive : c'est celle de la révolte contre l'ordre voulu par son créateur. *Lucifer rising*. L'émancipation de l'homme par l'homme n'est pas au programme. L'idée de progrès non plus. Seule l'action purificatrice de la Providence porte – et accomplit – la promesse du rachat. « *La terre entière continuellement imbibée de sang, n'est qu'un autel immense où tout ce qui vit doit être immolé sans fin, sans mesure, sans relâche, jusqu'à la fin des choses, jusqu'à l'extinction du mal, jusqu'à la mort de la mort* ». Youpi.

Jojo et Jay-Jay ne sont pas nécessairement disjoints en tout point. Tous deux sont des prosateurs de première bourre. Ils partagent aussi, plus paradoxalement, une même condition d'*outsiders*, excentrés dans l'espace-temps qui est le leur. Ni l'un ni l'autre ne sont vraiment synchrones avec le *zeitgeist* de leur époque. Jay-Jay, précurseur, est en avance ; Jojo, prophète du passé, date déjà. Mais ce qui les rapproche également – et complique leur récupération – c'est ce qui les distancie de Chambéry. Jojo peut certes se prévaloir d'être un authentique enfant du pays. Toutefois, c'est loin de ses terres désécrées par l'esprit nouveau qu'il atteint sa pleine envergure historique ; si la Révolution ne l'avait pas délogé de sa zone de confort, il aurait sans doute suivi jusqu'à son terme sa carrière de juriste et de notable, provinciale et sans histoire. Émigré à la cour du tsar, où il est très en faveur – on dira là-bas de lui qu'il est un « *invité-né* » – puis ministre d'État du Royaume de Piémont-Sardaigne restauré, il ne se fixera plus à Chambéry ; ses écrits sont par ailleurs peu disserts sur sa ville natale. Quant à Jay-Jay, il n'est pas du bled, même s'il passe en voisin, et que la frontière s'est bien rapprochée depuis : de nos jours, la Suisse commence à Aix-les-Bains. Il a évidemment dit beaucoup de bien de la Savoie, de Chambéry et de ses habitants. Mais il n'a rien écrit aux Charmettes – même s'il s'y est selon ses propres termes constitué son « *magasin d'idées* ». Les langues bifides ont par suite souvent réduit son bref flirt avec la cité des Ducs à une « *histoire d'alcôve* » avec "Maman" de Warens – un plan cul avec une cougar, en somme. Le prétexte à glorification est dès lors pour le moins boiteux, et les rousseauphobes ont beau jeu de s'en gausser et de s'en indigner. Pourquoi faire un héros savoyard, s'insurge *La Croix de Savoie* du 14 août 1910, d'un « *amant complaisant* », d'un « *sujet suisse, entretenu par une femme mûre et généreuse* » ?

Faire cohabiter la mémoire de deux figures aussi contradictoires n'a pas été une promenade de santé. Le *Bulletin Savoyard d'Études Politiques et Sociales* du 15 septembre 1910 le formule sobrement : « *Quiconque est pour ou contre Rousseau doit être par nécessité contre et pour J. de Maistre. On ne peut estimer l'un sans mépriser l'autre, et réciproquement* ». Assurément, il y a match. Chaque champion compte ses zélotes, ses officiants et gardiens du culte, ses ultras et ses hooligans. Largement oublié aujourd'hui, ce contest pour l'espace vital de la postérité atteint son *momentum* à la Belle Époque : c'est la "guerre des statues".

Les statues ne sortent pas de terre toutes seules. L'homme aime à (s')élever des monuments : *hubris* de maître du monde, qui *empreint* de sa volonté. Or les volontés et les intérêts qui ont suscité ces deux statues et *marqué leur territoire* sont résolument adverses. Unis dans l'éternité provisoire du bronze et de la pierre, Jay-Jay et Jojo, lui-même flanqué de son cadet Xav, se toisent et se défient par-dessus les épaulettes du nabab de Boigne – *the initials BB* – dit "le bienfaiteur". Oh, les passions sont défuntes depuis belle lurette, et les statues ne s'énervent pas. Mais quand le temps est à l'orage, des courtes étincelles, des petites virgules électriques se cabrent et se trémoussent encore autour des trompes des éléphants.

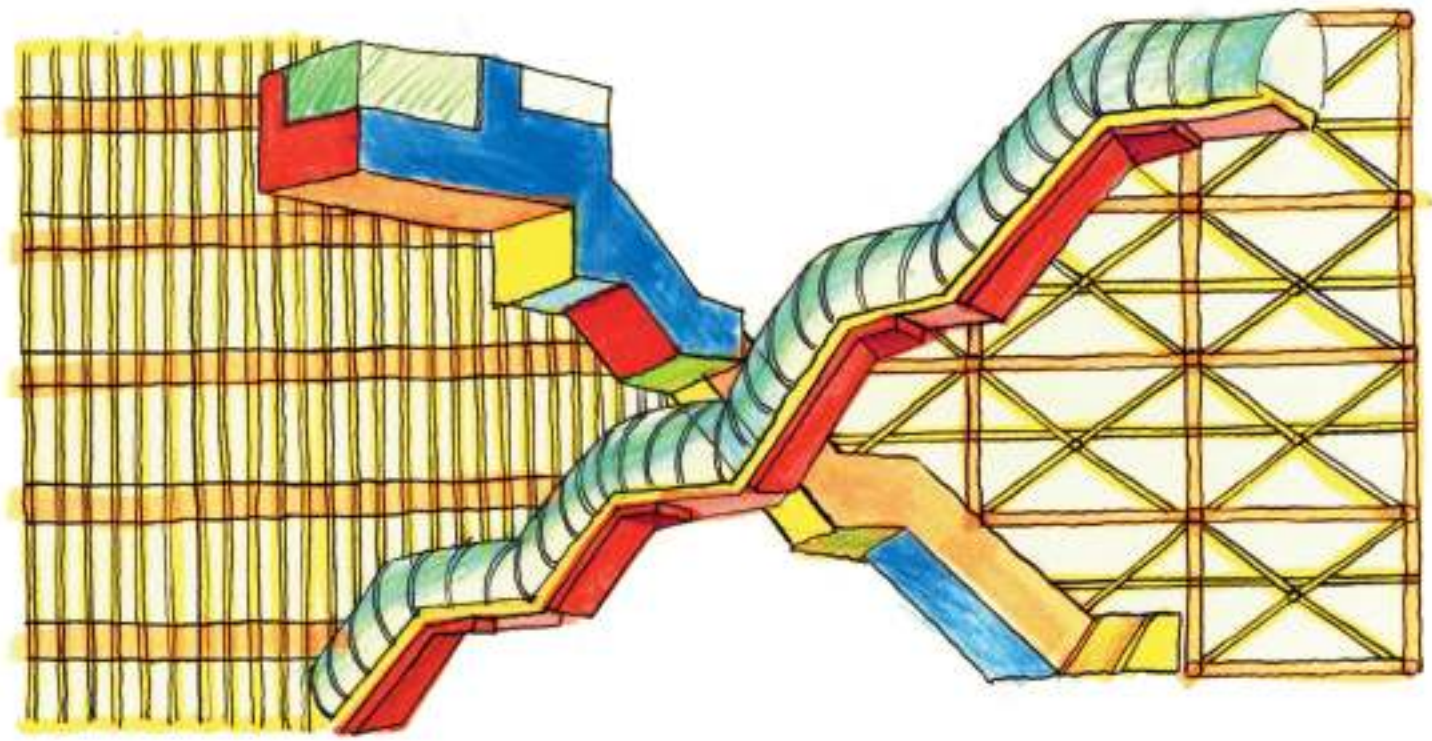
Dès la parution posthume des *Confessions*, les Charmettes sont un lieu touristique. Un érudit local publie en 1811 une *Notice sur les Charmettes à l'usage des voyageurs qui visitent la retraite de Rousseau* – régulièrement rééditée par la suite. Chambéry profite de la manne, mais sans prosélytisme excessif. La ville, assez farouchement conservatrice, n'encourage pas l'exploitation d'une figure aussi controversée, d'un homme qui, comme *La Croix de Savoie* s'en émeut encore au plus fort de la crise des statues, « *ait allié, avec un génie mêlé de folie, plus de perversité, plus de contradictions, plus de formules de désordres et de mort pour les individus et les sociétés* ». Il faut que la Savoie devienne française, puis la France républicaine, pour que la donne change et que les lignes bougent. En 1899, les conservateurs font élever au pied du château, par souscription, un monument à Jojo, salué et célébré comme une gloire locale et un penseur « *austère et profond* ». Son allégeance à l'Ancien Régime et ses outrances apocalyptiques sont tactiquement occultées, et pour faire bonne mesure, on lui accole la figure plus bénigne et kids friendly de son cadet. La gauche a trop le seum. Dès lors, « *au nom [...] de la petite patrie glorifiée*

et immortalisée par Jean-Jacques, qui conserva de son séjour en Savoie un souvenir enchanteur et dont son oeuvre est toute parfumée » (*La Savoie Libérale*, 6 février 1907), le culte de Jay-Jay, figure totémique de la république, se durcit. La municipalité radicale-socialiste acquiert et fait classer comme monument historique la propriété des Charmettes, « *lieu de pèlerinage intellectuel où s'est éveillé le puissant génie de Jean-Jacques* », et n'ayons pas peur des mots, « *berceau spirituel de l'humanité* ». Mais il faut une statue : le président de la République l'inaugure officiellement le 4 septembre 1910, au clos Savoiroux. Les édiles de gauche jubilent : « *Il est juste qu'en face des frères de Maistre, qui représentent l'absolutisme et le passé, se dresse l'effigie de celui qui représente le peuple et l'avenir !* ». Mais le symbole exacerbe les résistances ; l'oeuvre subit maintes avanies, *crescendo* : on l'affuble de guenilles, on la coiffe d'une casserole, on lui chipe sa canne ; dans la nuit du 10 au 11 octobre 1913, les pieds de la statue sont sciés. Jay-Jay est par terre – c'est la faute à Voltaire. *Le Patriote Républicain* dénonce un « *crime rituel* », les cléricaux se félicitent : « *l'idole* » est renversée. On la remettra d'aplomb. Les coupables ne seront jamais identifiés, et la guerre douchera les passions partisans.

Aujourd'hui, Jay-Jay, plus tendance, a éclipsé Jojo. Le coucou suisse a fait son nid à Chambéry. C'est une figure locale incontestable, presque hégémonique. La médiathèque porte son nom. On sait et on rappelle qu'il a vécu ici « *le court bonheur de [sa] vie* ». En ces temps post-modernes de lyophilisation des affects et des mentalités, la radicalité, les complexités de l'homme et du penseur sont édulcorées ; la disneyisation du personnage est consommée, et effective. Tête de gondole d'un petit Rousseauland, il participe de l'image de marque de Chambéry. C'est une espèce de mascotte. Pauvre Jean-Jacques, décidément. Quant à Jojo, et bien... Convenons en avec Mauriac : « *les morts seraient bien embarrassés s'ils revenaient* ». Embarrassés aussi, peut-être, par ce qu'ils trouvent et ce qu'ils ne trouvent plus.



Le temps d'une analyse



Environnement silencieux, intime, qui se prête à de fines lectures, les toilettes cachent mes réflexions comme une perle dans l'huître ; mais hélas, il n'y a que ces fétides magazines de la ville pour m'entretenir... Que faire ? Bon, lisons-les. Assis confortablement, j'ouvre donc *Cmag* #56 et voilà que je tombe sur cette phrase : « Suivez le chantier en direct via la web-cam » dans une des publicités aux différents projets de l'agglomération chambérienne.

L'exploit de la technologie nous charme et nous en sommes éblouis. Les découvertes et les applications de la science moderne constituent le front de ce que nous appelons progrès (en admettant que notre temporalité soit définie par le terme "progrès" plutôt que par un quelconque autre capharnaüm). La société est donc entraînée par ce que j'appelle exploit de la technique, rythmée par la frénésie des machines ; maints dispositifs de cet exploit rabaisent l'être humain à une condition d'infériorité, impossible d'en suivre la vitesse et la quantité (à quoi bon avoir dix-mille livres sur une clef usb, si même tout le long de notre vie on ne lira jamais autant de livres ?). L'esprit critique se cantonne de plus en plus à la sphère du fonctionnement de ces produits, leur existence et leur présence, quant à elles, n'étant pas remises en question. Ainsi le monde virtuel du web crée-t-il une illusion de liberté. Préférez-vous vivre dans une pièce sans fenêtre mais avec une connexion internet ou l'inverse ? L'influence dominatrice de ce dispositif est telle que nous ne pouvons pas sous-estimer l'importance de cette absurde question.

Pouvoir regarder la progression d'un chantier via le web crée une illusion de transparence, alors que le chantier a déjà été ouvert, les travaux commencés, le projet lancé. Quelqu'un a décidé de détruire puis reconstruire, exploiter, définir aussi une image de propagande ; tout cela concerne uniquement le profit du pouvoir qui occupe le siège et ce qui se développe autour des projets menés par une institution est sujet à mystification en raison des enjeux politiques et économiques. Les démarches pour soutenir et donner une voix à l'expression populaire sont mises en place

Si l'on s'en tient à ce qu'on voit dans les films ou dans les bouquins, les héros des grandes histoires, qu'ils soient journalistes, aventuriers, politiciens ou bandits (ou les deux) ont des besoins et des intérêts qui dépassent largement ceux du spectateur-lecteur lambda. C'est qu'il s'agit de le faire rêver, ce spectateur. À *Polenta*!, on jouerait plutôt sur un autre terrain, sur des espaces plus... disons, quotidiens : rien de particulièrement extraordinaire dans nos vies, nous occupons notre temps comme tout un chacun et nous laissons glisser sur les joies de la libre pensée.

dans le but de réguler la pression de l'opinion publique sans, dans les faits, changer la direction du pouvoir. La création d'une vidéo ouverte à tous sur le web joue simplement un rôle de vitrine en donnant le sentiment d'y participer.

L'environnement d'une ville change en fonction du marché, il n'est à l'image de la spontanéité populaire que par expression éphémère ; qu'il s'agisse du bâtiment, contrôlé par la spéculation immobilière (le marché immobilier naît sur des postulats de spéculation car il repose sur la notion de propriété privée lucrative), ou du réseau routier destiné à rendre fluide les déplacements des marchandises et des consommateurs. Et voilà, bel exemple, que, par volonté du marché, on a décidé d'ériger un parking silo, aberration architecturale et conceptuelle qui a déjà exprimé toute sa laideur dans les années 80. Le désastre manifeste du réseau routier dans le bassin chambérien (V.R.U., couverture de la Leyse, etc.) et de n'importe quelle infrastructure destinée au moyen motorisé ne suffira jamais à nous faire comprendre une chose très banale : plus nous ferons place à la voiture, plus il y en aura. L'image de propagande de ce parking silo, sous-titrée par ailleurs « non contractuelle » (dans *Chambéry magazine* #131), ravive mon dégoût, le dessin de ce bâtiment s'approchant perfidement de l'image du centre Pompidou de Paris. Dois-je entendre là une volonté sournoise d'utiliser, dans un but publicitaire, la valeur

acquise dans l'imaginaire collectif de cette célèbre architecture devenue symbole d'avant-garde culturelle ? La chose m'ennuie profondément.

En continuant dans ma lecture et mon caca, je lis sur *Cmag* #56 une autre belle phrase à propos du nouveau plan mobilité de la ville : « Traverser la ville centre en vélo en toute sécurité ». Les aménagements cyclables visent à réguler les déplacements en créant un système compartimenté « dans l'optique de supprimer des zones de conflits entre vélos et piétons » ou automobilistes. Apparemment, séparer les moyens de locomotion apparaît comme la meilleure solution. Ce n'est pas simplement une question terminologique, car aujourd'hui nous sommes, selon les termes que nous utilisons pour nous identifier, cy-

clistes, automobilistes, piétons, élèves, clients, associés, abonnés, citoyen. Par conséquent, une distance, un écart préalable se pose entre les sujets. De même, je ne considère pas comme un conflit le partage de l'espace. Il s'agirait plutôt d'un environnement moral dans lequel les individus doivent se confronter et trouver, par leurs intelligences, les solutions qui constituent les mœurs d'une société : transcender les potentialités du moyen. Supprimer les "conflits" par des dispositifs rend, au fond, l'échange et le développement d'une conscience commune plus difficile.

Les pistes cyclables nous séparent, nous rangent, empêchent la confrontation, la recherche spontanée d'un équilibre. Cela affaiblit la réflexion et la critique concernant l'agressivité du moyen motorisé, rigidifie la structure globale de la communication. L'acceptation, entre autres, des accessoires de la sécurité routière concourt à la progression de ce moyen motorisé, car on autorise par ce fait sa violence, celle-là même dont nous essayons de nous protéger. Le tourbillon de concepts, d'idées qui se cachent derrière cette simple phrase m'étourdit, impossible de démanteler l'ensemble de leurs sous-structures assis ici. Je commence d'ailleurs à avoir des fourmis aux pieds. Je sauve mon analyse avant de tirer la chasse d'eau. La voilà !

DES TENTES ENTRE LES ARBRES

Passer, coûte que coûte. Les réfugiés empruntent désormais ce que les journalistes appellent la "route des Alpes". Plus de la moitié sont des mineurs. Depuis l'Italie, ils tentent de rejoindre la France en passant par les cols jouxtant la frontière, au péril de leur vie, avec souvent une simple veste, des baskets et un jean comme équipement pour affronter les conditions hivernales de haute-montagne. Quand ils y parviennent, ils arrivent parfois en Savoie, souvent en Maurienne puis très rapidement à Chambéry.

La petite ville mauriennaise de Modane est le lieu de passage, depuis une dizaine d'années, de centaines de exilés venant trouver refuge en France et y demander l'asile. Ses habitants - la paroisse, la mosquée, des associations de solidarité, des fonctionnaires publics, des élus et tant d'autres - ont pris l'habitude de leur donner un coup de main, face à la persistante politique du chiffre et au fonctionnement opaque de la Paf de Modane et de son Local de rétention administrative (LRA). Les habitants dirigent les exilés vers Chambéry où commenceront les démarches administratives pour tenter d'obtenir le droit de rester, s'installer et vivre en France.

Première étape : s'enregistrer auprès de l'Association départementale pour le développement et la coordination des actions auprès des étrangers (ADDCAES), association mandatée par la préfecture de Savoie comme plate-forme d'accueil des demandeurs d'asile (Pada). Dans le jargon, c'est ce qu'on appelle le premier accueil. Lors de cet entretien, un rendez-vous est fixé au Guichet unique des demandeurs d'asile (Guda) à la préfecture de Grenoble. D'après la loi, la convocation au Guda doit intervenir dans les 3 jours (exceptionnellement 10), mais en pratique, ce délai peut aller jusqu'à 45 jours. Pendant ce temps, le demandeur d'asile n'a aucun droit... Et pourtant il faut bien dormir quelque part.

Les tentes s'installent

Par conséquent, de plus en plus d'exilés dorment dans les rues et les parcs de la ville, se déplaçant au gré des sommations à quitter les lieux. Des groupes se forment, se séparent. Les beaux jours sont encore là mais une telle situation sera bien plus préoccupante en hiver. Cela ne semble toutefois pas inquiéter les autorités.

Face à cette apathie caractéristique et comme dans de nombreux autres endroits en France, une partie de la société civile chambérienne (individus, associations, collectifs citoyens...) décide de s'organiser. Fin août, des exilés s'installent sur un terrain vague dans le quartier de Mérande. Tout près d'une maison murée se monte un campement de fortune, fait de tentes et autres abris précaires bricolés avec les moyens du bord, des tonnelles et des tables, quelques chaises. Les riverains participent à ce "confort" précaire en offrant un accès à l'eau potable. La proximité avec la Cantine savoyarde permet de manger des repas chauds. C'est le début d'une vie un petit peu moins précaire.

Deuxième étape : Pour certains, arrivés à Chambéry depuis plus d'un mois, le moment est enfin venu de se rendre au Guda. Après le rendez-vous, la réponse saura une fois de plus se faire attendre. Ceux qui ne tomberont pas dans les méandres de la procédure Dublin⁽¹⁾, recevront une attestation de demandeur d'asile. La loi leur donne droit à un hébergement en Centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada) avec un accompagnement social, la CMU et l'accès à l'Allocation de demandeur d'Asile (Ada) soit 6,80€ par jour. L'occasion, a priori, de s'offrir un répit en attendant la réponse de la demande d'asile, toujours incertaine.

Mais voilà, entre la loi et la réalité, il y a un gouffre de quelques mois. Aujourd'hui, il peut y avoir un long délai avant qu'un demandeur d'asile se voie attribuer un hébergement. Pour un homme seul sans famille, c'est devenu presque impossible. Nombreux seront ceux qui recevront la décision de l'Ofpra (Office français de protection des réfugiés et apatrides) sans avoir pu bénéficier un seul jour de l'hospitalité française. Retour au camp.

Les habitants du camp ne sont pas venus en Europe pour attendre dans la misère. Souvent, le quotidien se résume à *madoma* : manger – dormir – marcher. La plupart ont des proches qui, restés dans leur pays d'origine, comptent sur eux. Les mauvaises nouvelles de leur lointain chez eux s'enchaînent mais ils n'y peuvent rien, ils digèrent, impuissants. Ou alors ils se mettent en colère. Contre là-bas. Contre ici aussi, où l'État, d'un côté, refuse ouvertement de respecter le principe d'"accueil inconditionnel" imposé par la loi, disant être dépassé par le nombre de demandes, prétextant un manque de moyens ; tandis que, d'un autre côté, il fait tout pour les empêcher de survivre par leurs propres moyens. Cela ressemble fortement à une stratégie de dissuasion, une façon de dire : ne venez pas chez nous car vous allez en baver.

L'hiver approche

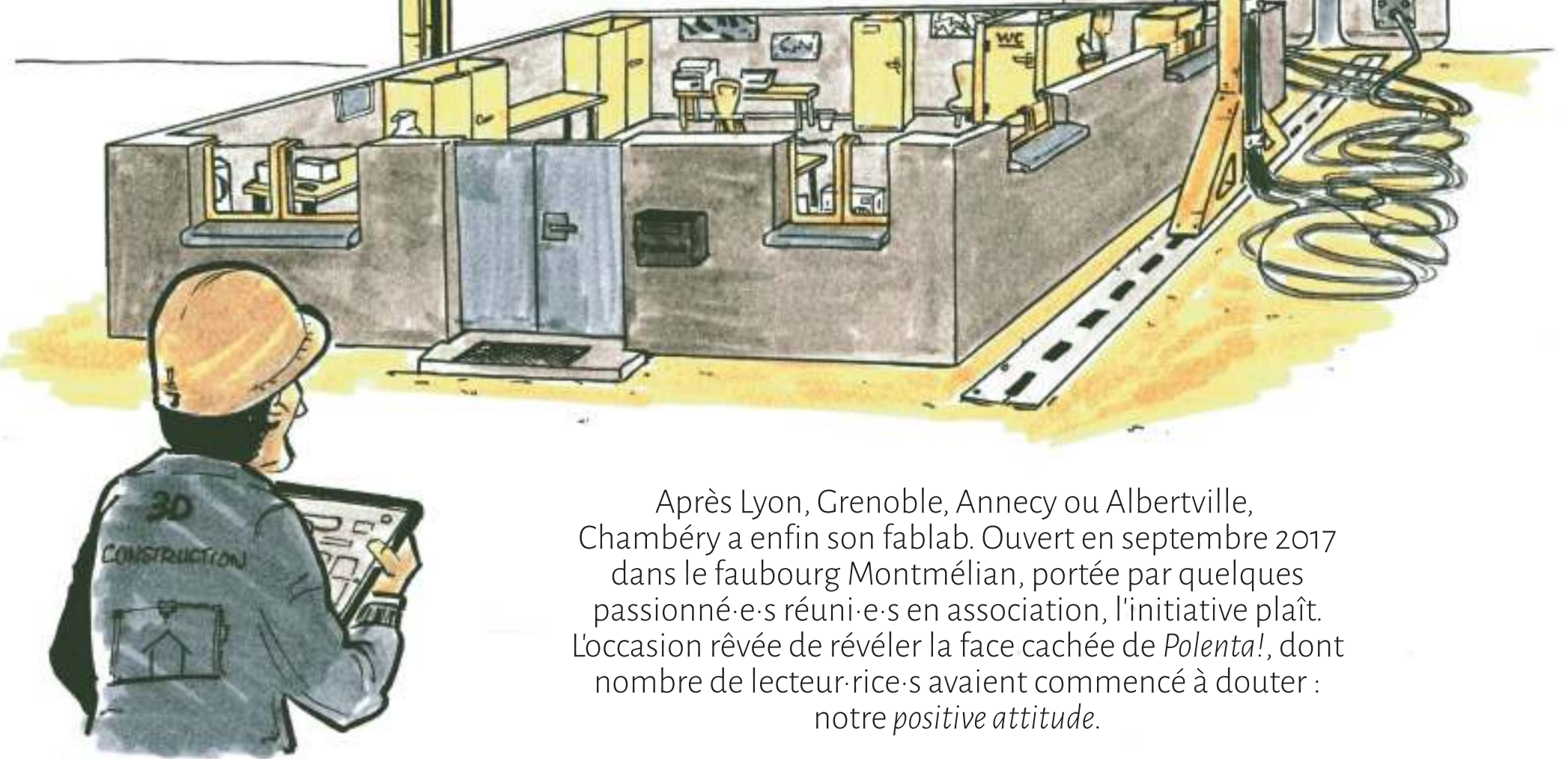
Cette année, l'hiver a décidé d'être précoce. Les manifestations et les alertes auprès des autorités publiques se multiplient, les associations et collectifs cherchent et proposent des solutions concrètes, se les voient refuser, cherchent de nouveau, et ainsi de suite. Le 30 octobre au petit matin, les agents de la Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations (DDCSPP) de Savoie vient chercher les exilés sur le camp pour leur proposer une solution d'hébergement "adaptée". Par moment, la situation a de quoi mettre mal à l'aise, mais personne n'ose s'en plaindre : les exilés sont triés, un à un, ils présentent un papier d'identité, avant d'être dirigés vers des lieux différents en fonction de leur statut. 50 personnes au total. Les mineurs sont envoyés vers la montée Valérieux, les demandeurs d'asile et les dublinés⁽¹⁾ sont orientés vers le relais grand froid à défaut de places en Cada. N'oublions pas : cette "mise à l'abri" par les autorités n'est ni une action de charité ni un démantèlement, c'est seulement une tentative de cacher ses défaillances en évitant le pire.

Pourtant, les jours suivants, les tentes se remplissent à nouveau. À la mi-novembre, donnant un peu de piquant à une précarité maintenant routinière, les douches publiques ferment pour un mois pour des "raisons sanitaires". Pendant ce temps le froid continue de se faire plus net. Dimanche 12 novembre, la tempête souffle. Météo France relève des rafales à 115 km/h à Chambéry. Des bénévoles cherchent des solutions. Le Maire de Saint-Baldoph met à disposition le gymnase de la commune et se positionne auprès de la préfecture pour le droit à l'hébergement de ces personnes. Une seconde fois, la DDCSPP intervient, leur faisant une place au chaud au relais grand froid. Belote et rebelote. Nouvelle donne. Espérons que le printemps daigne être plus rapide que l'État pour prendre ses dispositions.



(1) La procédure Dublin est une loi européenne qui régit le lieu de la demande d'asile dans l'Union européenne. Le plus souvent, elle doit être faite dans le pays par lequel la personne est entrée.

FABLAB : JUST DO IT



Après Lyon, Grenoble, Annecy ou Albertville, Chambéry a enfin son fablab. Ouvert en septembre 2017 dans le faubourg Montmélian, portée par quelques passionné·e·s réuni·e·s en association, l'initiative plaît. L'occasion rêvée de révéler la face cachée de *Polenta!*, dont nombre de lecteur·rice·s avaient commencé à douter : notre *positive attitude*.

Un fablab est un lieu ouvert au public dans lequel on trouve des machines commandées par ordinateur. Régis, l'unique salarié d'Elefab, très sympa au demeurant, nous fait faire le tour du local. Trois jeunes viennent à peine d'en sortir, l'espace est encore encombré des activités de la journée. « Ici, nous dit-il, c'est principalement des projets Do It Yourself (DIY), des projets qu'on fait soi-même. On n'a pas vraiment de projets prêts à l'emploi ».

La machine emblématique du fablab, c'est l'imprimante 3D. Elle imprime des objets à partir d'un fichier informatique tout comme votre bonne vieille imprimante traite un fichier word. Si ce n'est que l'imprimante 3D brûle un fil de plastique au lieu de jeter (de) l'encre. Les objets présentés à titre d'exemple relèvent essentiellement de l'accessoire : un pendentif, un coquetier, un manche d'opinel ou un t-shirt personnalisé... Rien de révolutionnaire donc, si ce n'est la précision impressionnante atteinte par l'usage d'une commande numérique. Plus besoin d'apprendre à manier le ciseau à bois, le pinceau ou l'aiguille, il suffit de savoir dessiner son objet sur un logiciel. Une brouille pour la nouvelle génération. Les dentelles de Mamie n'ont qu'à bien se tenir.

Conquérir son autonomie

Faire par soi-même, depuis soi-même. L'individu et son imagination au pouvoir. Certains iraient jusqu'à prétendre ramener ainsi les possibilités de l'industrie à la maison. On en voit vite les limites : les bobines de fil plastique s'achètent sur internet ; le pétrole est extrait ; les données sont stockées sur des disques durs ; les machines et les composants sont fabriqués ; les métaux sont extraits. Bref, on n'est pas près de se

passer de l'industrie, qu'elle soit minière, pétrolière ou numérique. Un peu comme ces mignons jardins urbains, qui fleurissent en carrés entre trottoirs et dalles de béton, ne cherchent pas à remplacer l'industrie agroalimentaire. Ce n'est évidemment pas leur idée.

L'idée, si l'on y regarde naïvement, serait une sorte de jeu, du bricolage. Des ateliers invitent les plus jeunes à construire des choses et d'autres, à découvrir tout en s'amusant. Apprendre, partager ses idées, son matériel, ses tuyaux. Comme dans un atelier vélo partagé, comme un groupe de copains qui mettraient en commun leurs ressources.

« Ces "traverses" demeurent hétérogènes aux systèmes où elles s'infiltrant et où elles dessinent les ruses d'intérêts et de désirs différents »...

Mais cela, bien sûr, les fablabs ne l'ont pas inventé, même dans le numérique. Avant eux existaient les hackerspaces et les makerspaces, aussi divers que leur nombre. À l'opposé, les fablabs sont tous nés sous une même étoile, ou plutôt à une même enseigne : ils satisfont tous à une charte, écrite au MIT de Boston (Massachusetts Institute of Technology), une des plus grandes universités des États-Unis. Une sorte de label, comme Max Havelaar, Label rouge ou Haute performance énergétique.

Occuper la place

Si le fablab s'est d'abord installé dans le Faubourg Montmélian pour des raisons de budget, il nous est impossible de dissimuler l'enthousiasme de Chambéry à ce propos. L'article sur le fablab dans le dernier magazine d'hiver commençait en effet par ces mots : « *Le Faubourg Montmélian reprend vie. Après la disparition de l'affichage sauvage, les décorations des vitrines et l'organisation de manifestations culturelles, la redynamisation du Faubourg passe aussi par l'installation du premier Fab Lab de Chambéry : l'Elefab* ».

D'aucuns appellent cela le processus de gentrification : des personnes à plus haut revenu s'installent

dans des environnements pas chers, cela fait monter la cote des lieux et donc les loyers, ce qui pousse les ancien·ne·s habitant·e·s à s'exiler, faute de moyens. C'est simple, c'est efficace, cela semble inévitable et toutes les villes un tant soit peu modernes s'en réjouissent. Et au passage, on en profite pour mépriser les personnes qui habitent et font vivre ces lieux (Le Faubourg « reprend vie » ! Non mais, depuis quand c'est du fric qui coule dans nos veines ?).

Développer une culture

Et puisqu'on parle thunes, Régis nous explique : « On a répondu à des appels à projets de la Région, qui finance un peu les fablabs. En ce moment, ce qui est à la mode, c'est les tiers-lieux. Tout le monde veut son tiers-lieu ». Le fablab est un tiers-lieu. Rien à voir avec le Tiers-monde ou le Tiers-État. L'appel à projet de la Région s'intitule « Tiers-Lieux pour l'innovation » et pour tout vous dire, il semblerait que tiers-lieux et innovation soient des concepts inséparables. L'innovation, c'est-à-dire la créativité au service du marché, comme nous le rappelaient nos bons amis de Savoie Technolac dans le numéro 5 de *Polenta!*.

S'il est donc un milieu dans lequel le fablab ne dénote pas, c'est bien celui de l'entrepreneuriat. Comme le note *La Tribune* du 25/05/2017, « il serait réducteur d'y voir une évolution 2.0 des garages californiens des années 1970. Si l'esprit que l'on y trouve ne peut se dérober à cette lignée, il s'agit avant tout de nouveaux espaces pour l'industrie de demain ».

Mais à Chambéry, on n'en est pas là : « L'aspect professionnel, nous confie Régis, n'est pas encore très développé. La Région, clairement, nous pousse à ça. On serait plutôt sur de très petits artisans, de toutes petites PME qui ont des choses à construire mais pas beaucoup de moyens. Ou des créateurs d'entreprises aux idées peu formatées, on réfléchirait ensemble à leur projet avant qu'ils aillent en pépinière. C'est un peu la demande qu'on a eu dans ce sens de Technolac ».

S'approprier la technologie

Fin novembre, le fablab de Grenoble, la Casemate, brûlait. L'incendie était immédiatement revendiqué sur un site d'information indépendant : « On introduit partout de nouvelles interfaces digitales ludiques. Les gestionnaires des villes satisfont les start-ups avides de fric et les masses tendanciellement geek en ouvrant des fablabs dans les quartiers branchés. Ces dispositifs visent à accélérer l'acceptation et l'usage social des technologies de notre sinistre époque ».

Le communiqué complet n'excelle ni en clarté ni en nuance. Reste que l'usage social des technologies, c'est quelque chose qui nous titille à *Polenta!* : on a déjà parlé de vidéosurveillance, de puces RFID, on parle de Linky dans ce numéro... Il nous paraît légitime, à cette heure, de douter des bienfaits de la technologie, et en particulier du numérique.

...« Elles circulent, vont et viennent, débordent et dérivent dans un relief imposé, mouvances écumeuses d'une mer s'insinuant parmi les rochers et les dédales d'un ordre établi (...) qu'elles érodent peu à peu ».

L'usage de la science n'est pas neutre mais la science-même non plus : science et société avancent ensemble. Que leur direction arrange le pouvoir n'étonnera personne. Mais les fablabs participent-ils à cette sale histoire ? Ne pourraient-ils pas être, au contraire, un endroit où apprendre à apprivoiser le numérique, à s'en méfier, voire à s'en défendre ? D'aucuns diront que les technologies modèlent et contraignent nos imaginaires sociaux. Peut-être, peut-être. D'autres leur demanderont : et on fait quoi alors ? On les brûle comme à Grenoble, on les transforme, on les subvertit ?

Révolution

Dans le fablab de Chambéry, tout n'a pas encore trouvé sa place. Des choses et d'autres s'entassent dans les coins. Tant mieux : à récupérer ce qu'on peut récupérer, on a souvent bien trop - jusqu'au jour où on en a besoin bien sûr. Alors on arrange l'espace, on crée des étagères, toujours plus haut, toujours plus astucieusement.

Il y a là des opportunités et cela n'a échappé à personne. Que des acteurs si peu soucieux de nos existences, comme la Mairie, la Région ou Savoie-Technolac, se penchent tant et si vite sur le fablab ne laisse pas augurer du meilleur. Car notre monde est un vorace qui se nourrit des bonnes idées pour en vomir des monstres. Le potentiel créatif et émancipateur résidant dans le partage et la mise en commun est énorme. Quel dommage s'il était encore une fois récupéré par l'idéologie de l'individu entrepreneur, qui n'a de cesse de faire pourrir chaque proposition alternative.

Reste une piste toutefois, celle de Mich-Mich, celle des hackers : braconner ; faire, malgré tout, avec ce qu'on a. Et à l'ère de la surproduction, on a beaucoup de choses. Les composants premiers, issus de l'industrie, coûtent cher, certes, mais on en jette plein : il suffit de fouiller les bonnes poubelles, d'ouvrir les bonnes bennes. Récupérer, détourner, subtiliser, quitte à flirter avec la légalité. Geste écologique pour certains, geste politique pour d'autres. L'Elefab compte-t-il en son sein quelques-un-e-s de ces hackers devenu-e-s expert-e-s en détournement, sortes de loups qui sauraient se montrer choux aux chèvres du pouvoir ? Hacker le système, c'est comme ça qu'on dit ?

EHPAD, Ô RAGE ! Ô DÉSESPOIR !

Dans l'agglomération chambérienne comme partout en France, les personnels sont à bout de souffle dans les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). Le 30 janvier, ils étaient ainsi plus de 150 à manifester dans les rues de Chambéry pour réclamer les 4,5 milliards d'euros nécessaires au bon fonctionnement de ces établissements publics. C'est-à-dire pour une prise en charge digne de nos anciens et anciennes en fin de vie. On est donc bien loin des 50 millions d'euros supplémentaires (en plus des 100 millions inscrits au budget 2018) débloqués par le gouvernement juste avant la grève. Mais ne croyez surtout pas que c'est mieux dans le privé et que les résidents y sont mieux traités. Le témoignage suivant le montre.

“ Quand vous travaillez dans une maison de retraite, le temps file à une allure folle. Chaque minute est séquencée, exploitée au plus juste, dans un véritable contre la montre. Le 30 janvier dernier, alors que les Ehpad criaient leur ras le bol en se couvrant de banderoles floquées aux noms des divers syndicats de la santé, certaines autres maisons de retraites résonnaient, elles, d'un silence assourdissant : les résidences gérées par de grands groupes privés. Privées de parole pour le coup...

Bien sûr, le droit de grève existe, même dans le privé. Mais pour le personnel qui s'y risque, c'est avant tout le moyen le plus sûr de se retrouver ostracisé et tranquillement aiguillé vers la sortie. Alors, cet avant-dernier jour de janvier, tandis que les transistors des résidents bourdonnaient aux sons des témoignages d'aide-soignants, des centaines d'autres se mordaient les lèvres au sang pour ne pas envoyer tout valser dans un cri libérateur. Mais taire une douleur ne veut en aucun cas dire qu'elle n'existe pas. Dans ces établissements "de luxe" gérés par des mastodontes de la résidence troisième âge brassant des milliards chaque année, les dysfonctionnements sont légion. Et si les Ehpad publics se plient aux jougs des réductions de subvention, sous les dorures des privés c'est la loi de "préservation des marges" des actionnaires qui règne en sous-main. Autre terrain en commun entre les deux Ehpad : le partage des mêmes difficultés et le même "abattage" systématique des tâches quotidiennes chez les aides-soignants et infirmiers. Et pour cause, public comme privé étant sous la tutelle de l'État, à qui ils sont tenus de rendre des comptes. Aussi incroyable que cela puisse paraître, c'est donc bien l'État, via l'ARS (Agence régionale de santé), qui fixe le ratio de personnel médical des deux organismes, identique, à la virgule près... Quant aux postes gravitationnels d'ASH (Agents des services hospitaliers), de cuisiniers, serveurs, plongeurs, lingères, ils forment une multitude de petits contrats aux taux horaires flirtant dangereusement avec le Smic, dont très peu sont à temps plein.

Et au bout de cette chaîne infernale... nos aînés bien sûr. L'âge moyen d'entrée en maison de retraite ne cesse de grimper, et les pathologies de s'alourdir. Car pour les résidents et leur famille, il faut pouvoir assurer financièrement. Dans les Ehpad privés, les places se "libèrent" plus vite, mais les prix s'envolent. De 3 000 à 4 500, voir 5 000 € à déboursier chaque mois, suivant l'établissement et l'autonomie du résident. À ce prix-là, les familles pensent s'acheter une certaine tranquillité d'esprit et un petit avant-goût du paradis pour leurs aîeux... Mais elles déchantent vite face aux turn-overs permanents d'un personnel exsangue, aux toilettes approximatives, aux repas expédiés en vingt minutes chrono et sans formalité, et aux résidents livrés à eux-mêmes aux quatre coins de l'établissement, hurlant à l'aide toute la sainte journée...

L'autre jour, lors d'un de ses rares moment de répit, une employée usée, le regard dans le vide, s'interrogeait à haute voix sur le perron d'une résidence médicalisée quatre étoiles : « Mais en fait, quand est-ce qu'on a le temps d'échanger avec les résidents ? » Un silence, avant de reprendre, comme pour elle-même, du bout des lèvres : « Jamais ! ».”

Le samedi 30 décembre, journée dite de chassés-croisés, des mètres de neige s'abattaient sur la Savoie, laissant nombre de vacanciers en berne sur les routes. Heureusement, les autorités avaient prévu le coup et avaient mobilisé pompiers, policiers et bénévoles pour leur porter secours. En tout, ce sont plus de 4 000 personnes qui, la nuit de samedi à dimanche, ont pu être hébergées dans des gymnases, des hôtels ou même chez l'habitant. Une belle preuve d'entraide et de solidarité qui nous a inspiré une petite histoire.



NAUFRAGÉ D'UN JOUR

Cela faisait bien une heure que Jack avançait sans plus savoir où il allait. Le vent s'était levé soudain et avait apporté une neige drue et un brouillard qui ne laissait pas voir à dix mètres. Jack s'était ainsi retrouvé sans aucun repère : les sommets à l'horizon s'étaient fait dévorer par le brouillard, les traces des skieurs précédents avaient été recouvertes à vitesse grand V et en plus de ça, son portable ne captait aucun réseau. Autant dire que, pour la deuxième sortie de sa vie en ski de rando, il n'en menait pas large. Et s'il continuait à avancer, c'était surtout pour se donner un semblant de contenance. Les chances de tomber sur quelqu'un dans ce nulle part et par ce temps

semblaient réellement infimes. Quelle ne fut donc pas sa surprise d'apercevoir, à travers le rideau de neige et de brouillard, la silhouette d'un être humain. « Hey, hello ! », cria Jack à bout de souffle dans la direction de l'ombre, tout en poussant avec force sur ses bâtons pour s'en rapprocher. L'homme, heureusement, l'avait entendu et venait également vers lui. Jack le salua, dans un français très approximatif :
- Bonjour, excusez... ça va ? Do... do you speak english ?
L'autre fit oui de la tête :
- Je parle anglais, un peu.
- Très bien, très bien. Alors voilà, comment dire, je crois que... je me suis perdu. J'étais sur un chemin de rando qu'on m'avait indiqué et j'ai dû rater un embranchement. Vous ne sauriez

pas comment rejoindre la station ?

- La station ?

- Oui, le village en bas. Avec ce brouillard, j'ai même aucune idée de la direction.

- Le village, oui, je sais. C'est par là. Et le type fila sur la droite sans ajouter un mot de plus. Jack leva ses skis avec difficulté, les tourna dans la bonne direction et attrapa le bâton qui avait glissé de sa main. Il aurait bien bu un coup avant de continuer mais l'autre avait presque déjà disparu dans le brouillard. Il le rejoignit toutefois sans trop de difficultés : le type n'avait pas de skis, chacun de ses pas s'enfonçait dans la neige et on distinguait à peine ses jambes.

- Hey, vous n'avez pas froid dans la neige en jean ?

- Un peu, mais à force on s'habitue.

- En tout cas, c'est une sacrée chance que je sois tombé sur vous. Les Français qui parlent anglais, ça ne court pas les rues, alors les montagnes dans le brouillard, ah ah ah...

- Je ne suis pas Français.

- Ah, vous êtes d'où alors ?

- Je viens du Burkina Faso.

- Ah ok, that's amazing ! En vacances alors. Mais on parle anglais au Burkina Faso ?

- Non, on parle français. Enfin, dans ma famille on parlait mooré, mais j'ai appris le français à l'école. Et aussi

l'anglais.

- Whouah, impressionnant. Moi, je ne parle qu'anglais, dites donc. Enfin, je sais dire "bonjour" et "merci" et puis "bière" et "vin" aussi en français, le minimum quoi. Bon, de toute façon, on s'en sort presque partout avec l'anglais aujourd'hui alors vraiment, ce n'est pas facile d'apprendre une autre langue. Et du coup, c'est la première fois que vous venez en France ?

- Non. C'est la quatrième fois.

- Quatre fois, c'est fou. Moi aussi, j'aime bien la France. J'ai déjà été à Paris deux fois et l'été dernier, je suis allé sur la côte d'Azur. J'ai adoré le sud, on réfléchit même à s'y installer pour nos vieux jours avec ma femme, ça nous changera de la grisaille londonienne. Vous connaissez la côte d'Azur ?

- À mon premier passage en France, je suis resté quelques jours à Menton.

- Ah, Menton, à la frontière italienne, n'est-ce pas ? J'y suis souvent passé pour aller en Italie, Menton, Ventimiglia et puis direction Gênes. En été, il y a de ces embouteillages à cette frontière. Et un nombre de flics assez impressionnant.

- Je ne vous le fais pas dire.

- Ah tiens, vous qui connaissez l'Italie, vous pensez quoi de l'accueil en Italie ? Pas génial, non ?

- Tout est saturé en Italie, il faut

attendre des heures pour finalement s'entendre dire que ça ne va pas être possible.

- Vous avez raison. La rançon du succès comme on dit. C'est pour cela qu'on a décidé d'aller en France cette année. On a pris l'avion direct Londres-Chambéry, on a loué une voiture et nous voilà au ski. Elle est pas belle la vie ?

Jack s'arrêta. Il aurait voulu appuyer ses propos en contemplant les sommets enneigés autour de lui mais on n'y voyait toujours goutte. L'autre s'était arrêté aussi à quelques mètres. Il regardait par terre, devant lui. Il s'exprima alors d'un ton tout à fait autre, qui laissait paraître une profonde tristesse :

- La vie est belle, oui, c'est ce que j'essaie de me dire. Mais elle ne m'a pas beaucoup souri ces derniers temps. Je n'ai jamais été aussi près de mon but et pourtant, il me semble qu'il se lève toujours plus d'obstacles sur mon chemin.

L'homme se tourna alors vers Jack et le regarda droit dans les yeux. Les traits de son visage étaient tirés, il avait l'air au bord de l'épuisement. En même temps, tout semblait tendu en lui. Son regard-même l'était.

- Tout ce que je veux, c'est rejoindre ma sœur et son fils à Paris. Je n'ai encore jamais vu mon neveu. Cela fait bientôt deux ans que je suis parti, il est temps que j'arrive.

Jack aurait voulu répondre, ou bien demander quelque chose, mais l'homme avait baissé les yeux. Il s'était plongé dans ses pensées. Il respirait profondément, les yeux fermés, les poings fermés. Jack attendait en se mordant la lèvre inférieure, comme il le faisait toujours lorsqu'il se sentait de trop. Enfin, l'homme releva la tête et, regardant droit devant lui, dit d'une voix déterminée, presque joyeuse :

- Allez, repartons.

Les deux hommes reprirent leur marche en silence. Leur pas était le même qu'auparavant, aussi régulier, ni lent ni rapide. Le même pas de toujours. Jack suivait sans bien savoir où ils allaient. Mais il était confiant. Il ne trouvait plus rien à dire, il partageait seulement le silence de l'autre. Comme s'il lui devait cela, de partager le silence.

Le jour, lentement, déclinait. Le froid se faisait plus présent et Jack sentait que son corps s'engourdisait. Lorsque l'autre, soudain, reprit la parole, il lui fallut un petit moment pour reprendre ses esprits :

- C'est ici que nos chemins se séparent. Le village est par là, tu as juste à suivre ce chemin qui descend.

- Tu ne vas pas au village, toi ?

- Non, je vais essayer de prendre une autre route cette fois. Les deux dernières fois, des policiers étaient postés en contrebas, ils ne m'ont pas laissé passer. Mais toi tu peux y aller.

- Pourquoi ils ne te laisseraient pas passer ? Je leur dirai que tu es avec moi s'il le faut.

Mais l'autre avait déjà repris sa marche, du côté où le chemin semblait remonter. Jack sentait de nouveau la fatigue.

- Salut, cria t-il, bonne chance à toi !

Et il se rendit compte qu'il ne lui avait même pas demandé son nom.

- Bon bah allons-y, j'aurai bien mérité une bonne douche.

Jack se laissa alors glisser prudemment sur la pente du chemin. La nuit était en train de tomber, le brouillard s'était finalement un peu dissipé. Alors qu'on commençait à deviner un peu plus bas les premières lueurs du village, Jack fut soudain quasiment aveuglé par une lampe-torche qu'on avait braquée sur lui. Il dérapa, un ski se déroba sous lui et il se rattrapa de justesse, proche du grand écart.

- Bonsoir Monsieur, Police aux frontières. Vous parlez français ?

Jack se remit convenablement sur ses skis et répondit en riant :

- Ah ça alors, vous m'avez fait une de ces frayeurs !

Le policier n'infléchit pas le ton.

- Vos papiers, Monsieur, s'il-vous-plaît.

- Mes papiers, euh... mes papiers...

Et bien je suis parti skier et je les ai laissés à la maison.

- À la maison ? C'est où ça, la maison ?

- Et bien, en bas, au village, à la station.

L'un des deux hommes s'était rapproché de lui. Il distinguait maintenant un visage sombre et une barbe éparse.

- À la station, hein ?

- Oui, je suis Britannique, je suis venu avec ma famille pour les vacances.

- Monsieur, il n'y a pas de station dans cette direction. Vous savez où vous êtes ici ?

- Et bien oui quand même, je suis en France, dans les Alpes, et je rejoins la station dont on voit les lumières là-bas.

Jack tendit le bras dans la direction que le voyageur lui avait indiqué. Mais il n'y avait plus rien que l'obscurité.

- Ah oui, avec le brouillard, on ne voit plus rien. Me voilà à nouveau perdu ! Mais on m'a assuré que c'était par là.

- On, qui ça on ?

- Et bien, un type que j'ai rencontré plus haut. Je m'étais perdu et il m'a aidé à retrouver mon chemin. Il venait d'Afrique, je ne sais plus d'où. Très gentil en tout cas.

Le second policier, à son tour, s'était rapproché. Il ressemblait étrangement au premier, la même figure ronde. Étonnamment, Jack n'osait pas

tourner la tête vers lui, il sentait seulement son haleine chaude et une odeur étrange, peut-être de transpiration.

- On nous a effectivement signalé quelqu'un dans ce secteur...

Sur ces mots, le policier marqua une courte pause, laissant au vent le temps de s'y engouffrer, froid et piquant.

Jack frissonna de tout son corps.

Le policier reprit alors sa phrase mais sa voix avait changé, elle était plus rauque, plus lourde, telle que Jack douta qu'elle pusse provenir d'un être humain.

- Toutefois, on ne nous a parlé que d'un seul homme.

Il sembla à Jack que le policier lui avait susurré ces mots à l'oreille, qu'ils étaient entrés dans son crâne, le prenant tout entier, l'occupant de part en part. Un long silence suivit. Jack regardait droit devant lui, pétrifié, comme si sa faculté de se mouvoir lui avait été soudain ôtée. Les paroles du policier résonnaient dans toute sa tête et ses mâchoires commencèrent à trembler à leur tour. Il se dit, sans y croire, que ce devait être le froid. Soudain, comme jaillissant depuis les profondeurs de la vallée, les deux policiers éclatèrent d'un même rire sombre et énorme qui s'écrasa contre les tempes de Jack, l'arrachant à son immobilité. Il eut un brusque mouvement vers l'arrière comme pour s'enfuir mais ses skis le retinrent violemment au sol. Il s'affala de tout son poids dans la neige, les bras en croix, le nez vers les cieux, où les premières étoiles se montraient déjà. À peine cette vision lui était-elle apparue qu'une forme noire s'abattait sur lui et l'assénait de coups. Les coups étaient lourds. Jack sentait son corps qui s'enfonçait toujours plus loin dans la neige. Il tentait de se protéger de ses bras mais ceux-ci étaient devenus tout mous. Il criait mais la neige qui avait pris sa bouche étouffait ses cris. Un bref instant, les coups s'arrêtèrent. Jack n'avait pas fermé les yeux. À califourchon, le policier hurlait à pleines dents vers le ciel. Avant qu'il ne retombe sur Jack de tout son poids, celui-ci eut le temps de distinguer,

dans un bref éclat de lune, le visage de son assaillant. C'était la face d'un porc. Non, d'un loup.

On s'agitait un peu partout dans le gymnase. La plupart des matelas avaient déjà été désertés, seules quelques rares personnes dormaient encore. Dans un coin, on avait installé un frugal petit déjeuner, quelques fruits et biscuits, du café, du thé et des briquettes de lait au chocolat pour les enfants. Jack s'éveilla en sursaut.

- Allez, allez, réveille-toi, c'est l'heure de partir !, cria au-dessus de lui une petite fille toute blonde en lui tambourinant la poitrine.

Derrière elle, un jeune garçon attendait les bras croisés.

- Laisse tomber Emily, il a encore trop bu hier soir.

La petite fille continuait de le secouer et de lui parler sans que Jack n'entende. Il s'essuya les yeux et regarda autour de lui. Mis à part cette petite fille survoltée, tout avait l'air tranquille. Il était trempé de sueur, ça tapait encore fort dans sa tête mais il avait l'air hors de danger. Une voix s'éleva derrière lui et bien qu'elle semblât un peu agacée, celle-ci finit de le rassurer tout à fait :

- Jack, lève-toi enfin, il est presque 9h, les enfants pensaient déjà être sur les pistes à cette heure-là. La voiture est chargée, tu n'as plus qu'à te traîner dedans ! C'était sa femme, Anna. Il avait rêvé, tout cela n'était qu'un rêve. Alex, son fils, avait raison, il s'était mis une bonne cuite hier soir. Normal, non, pour un premier soir de vacances ? Avec tous les déboires dus à la neige en plus, les bouchons, les accidents. Et dire qu'on ne les avait pas laissés monter jusqu'à la station hier soir ! My god, il fallait bien qu'il décompresse un peu. Une chance d'ailleurs qu'il y ait eu ces gars de Manchester pour sortir le scotch et lancer la soirée. Sans eux, ç'aurait été quatre pâtes et puis au lit. Mais bon, pas de quoi se plaindre, certains avaient peut-être eu à dormir sur la route...

Ceux-ci ou ceux-là

La morale de l'histoire est faite de choix politiques. On choisit ceux qu'on veut et ceux qu'on ne veut pas. On s'organise pour les premiers, on laisse les seconds se démerder.

« Croix-Rouge, pompiers, policiers, gendarmes, ont passé la journée sous le déluge à apporter leur aide aux automobilistes. [...] [Ils] devaient être lessivés, samedi, quand ils sont rentrés chez eux. » (*Le Dauphiné*, 1/1/18)

Les pauvres policiers, vraiment, on les comprend. Les faire bosser un samedi dans des conditions météo pourries pour des gens qui ont oublié qu'il ne neige pas que sur les pistes, c'est un sacré manque de respect pour leur profession. M'enfin, c'est toujours mieux que de perdre son temps à chercher des gens qui se sont noyés dans la Méditerranée en pensant qu'on pouvait monter à 150 sur un bateau gonflable.

« Nous étions en pré-alerte dès vendredi et le plan a été actionné samedi à 14 heures. Tout le monde était prêt à accueillir les vacanciers selon un plan maintenant bien rodé ». Bernard Airenti, directeur départemental de la Protection civile (*Le Dauphiné*, 1/1/18).

On s'organise, on mobilise, on prévoit, on y pense en amont. On en viendrait à croire que quand on veut, on peut... C'est-à-dire qu'il en va de la survie de notre économie :

« Nous avons la chance d'avoir une économie touristique qui fonctionne bien. Mais jusqu'à quand. Des journées comme celles de samedi donnent une très mauvaise image de la vallée. Les clients ne sont pas contents ». Propos rapportés par *Le Dauphiné*, 1/1/18.

Les gens iront en vacances ailleurs si on ne s'occupe pas bien d'eux ? Cela éviterait ainsi de creuser plus de trous dans la montagne pour y faire plus de routes, plus d'hôtels, plus de pistes de ski... D'autant plus que, malgré les difficultés, d'autres personnes visiblement moins susceptibles continuent chaque jour d'essayer de franchir les Alpes. Rien n'a raison de leur volonté, pas même les pièges administratifs dont ils ont déjà eu vent, pas même les manœuvres de la Police aux frontières, qui s'évertue à chaque fois à les renfoncer dans la neige de l'autre côté de la frontière. Une telle volonté, un tel choix force à l'admiration. Pourquoi donc ne pas choisir d'accueillir avant tous ceux qui désirent ardemment venir, envers et contre tout ?

Le 3 février dernier, plus de 600 personnes ont manifesté dans les rues de Chambéry contre l'inauguration, avenue de Lyon, du local du groupuscule d'extrême droite Bastion social. En réponse, Michel Dantin, le Maire de Chambéry, a appelé à ce que la Ville « *n'accepte sur son territoire aucun extrémisme* », faisant volontairement l'amalgame entre ce qu'il appelle les "extrêmes". Comme si les valeurs de ceux et celles qui s'opposent à l'extrême droite reposaient aussi sur la violence, la haine, la xénophobie et la détestation des principes démocratiques. Décryptage.

Dans une missive publiée sur Facebook, Michel Dantin se dit « *être impartial, et refuser l'outrance des pensées simplistes* ». Après ce qu'il a déclaré au micro de la TvNetCitoyenne quelques jours plus tôt et dans les colonnes du *Dauphiné*, il y a de quoi pouffer de rire.

Mais Michel Dantin peut se permettre de tenir des propos simplistes. Il n'a pas à se soucier de la véracité, de l'honnêteté, de la pertinence, ou de la logique de ce qu'il dit. Il n'y accorde pas d'importance, peut-être même qu'il s'en fout. Facile pour lui qui parle depuis une posture d'autorité, ne disant rien d'autre que ce qu'on entend et lit partout. Il se borne à répéter ce que la majorité dit, la majorité de ceux qu'on entend, c'est-à-dire de ceux et celles qui ont la chance de pouvoir s'exprimer dans le "débat public", bref, la majorité parmi pas grand monde. C'est ce qu'on appelle communément de la pensée de comptoir.

Michel Dantin a écrit sur son Facebook que « *toute personne qui entend restreindre les libertés fondamentales*



d'autrui au profit de son idéologie est condamnable ». C'est un exemple parfait. On y comprend que Michel Dantin est pour le respect des libertés fondamentales de tous et toutes, alors que les extrêmes, comme il les appelle, ne le sont pas. Dans un sens, cette phrase est logique. Dans le sens de Michel Dantin, qui correspond au sens commun. Mais elle est aussi profondément malhonnête par ce qui y est implicite. Quelles sont par exemples ces libertés fondamentales dont il parle ? Difficile d'être en désaccord avec lui lorsqu'il invoque ce terme-là, tout en évitant de le définir. Qu'entend-t-il par idéologie ? Doit-on comprendre que lui, Michel Dantin, n'a pas d'idéologie ou bien que son idéologie respecte les libertés fondamentales ? On admire le tour de force rhétorique, un bel effet de plume interdisant toute critique.

Michel Dantin aime également à répéter que « *d'où qu'elles viennent, la haine et la violence n'ont pas leur place sur notre territoire* ». Haine et violence. Encore deux mots à fort pouvoir symbolique. Comment pourrait-on être du côté de la violence et de la haine ? Extrême gauche, haine, violence, voilà en quelques mots l'extrême gauche à la poubelle. Efficace.

À Calais, les associations et habitant-e-s ont largement documenté les pratiques violentes de la police. Elles ne font aucun doute. Pourtant, Emmanuel Macron est venu à la plage et a proclamé, toutes dents blanches, que la police faisait un travail admirable et difficile et qu'il était incroyable qu'on s'en prenne à elle. Discours repris partout, pas besoin de plus de justification.

Avec un peu plus d'honnêteté, Emmanuel Macron aurait pu dire : la police, certes, utilise la violence, mais vous voyez, elle a le droit. On la félicite d'ailleurs régulièrement pour l'utilisation de cette "force nécessaire". Les autres, par contre, n'ont pas le droit. C'est comme ça, c'est structurel : « *Un État est une communauté humaine qui revendique le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné* », disait en son temps Max Weber, sociologue somme toute assez conservateur.

Pour parler de "violence", Emmanuel Macron et Michel Dantin s'appuient sans cesse, sans le dire, sur ce principe énoncé par Max Weber. Ce faisant, ils cachent leur idéologie. Mieux, ils font mine de ne pas en avoir, comme si leurs valeurs, leurs choix politiques, leurs manières de voir la société allaient de soi. Imparable technique que seuls ceux dont l'idéologie organise la société peuvent se permettre. Les autres doivent sans cesse lutter et produire des arguments toujours plus intelligents pour survivre face à la force communicationnelle des premiers. Nul doute que les pensées les plus simplistes ne sont pas où Michel Dantin les suppose être.

L'idéologie du Maire de Chambéry est basée sur la croyance qu'une décision politique peut être juste dans un monde injuste dominé par les élites libérales, qu'elles soient élues ou non. C'est comme croire en Dieu. Il n'y a pas de mal à ça, on a tous des croyances qui nous animent. Mais les croyances de Michel Dantin et ses amis dépassent le cadre privé. Parce qu'ils font de la politique, ils cherchent systématiquement à les imposer aux autres. Et pour cela, ils n'ont aucune honte à recourir à la violence, qu'elle soit physique, sociale ou symbolique. Que celle-ci soit légale et drapée d'un ersatz de "démocratie", que leurs intérêts particuliers soient dissous dans un illusoire intérêt général n'y change rien.

Voici en substance ce que Michel Dantin aurait pu dire s'il avait tenu à être impartial et s'il refusait véritablement l'outrance des pensées simplistes. Si c'est par manque de connaissance, *Polenta!* dispose de quelques universitaires qui seront ravi-e-s de lui donner quelques billes pour une remise à niveau sur les soubassements de son idéologie politique, mais aussi sur l'extrême gauche et ses idées, voire même sur l'extrême droite, soyons fous. Ce petit article en constitue le pitch - pour parler avec les mots de son idéologie.



C'est quoi le Bastion social ?

En juin dernier, le Gud (Groupe union défense, essentiellement actif à Lyon, Paris et Nancy) squatte symboliquement un bâtiment public à Lyon, qu'ils nomment Bastion social. Ils sont rapidement délogés par la police. À la fin de l'automne, le Gud disparaît au profit d'un nouveau groupe qu'ils nomment également Bastion social.

Et à Chambéry ?

Fin décembre, le groupe Edelweiss s'est rangé derrière cette bannière en devenant Bastion social Chambéry. Proche des catho-intégristes de Civitas, Edelweiss existe depuis 2014 dans notre ville, suite à la dissolution en juillet 2013 des Jeunesses nationalistes et de l'Œuvre française et la courte existence de Savoie nationaliste. Il est, depuis ses origines, proche de l'extrême droite ringarde : Pétain, son travail, sa famille et sa patrie. Edelweiss et le Gud se connaissaient et travaillaient déjà ensemble avant : des gens d'Edelweiss sont allés donner un coup de main dans le squat à Lyon, ils ont invité les gens du Gud à un tournoi de foot à Chambéry... Qu'ils se rallient au Gud au sein du Bastion social représente une évolution.

Filiation politique

Préférence nationale, fermeture des frontières, valeurs traditionnelles, la filiation politique est évidente. Le slogan « *National, social, radical* » qu'Edelweiss tague de temps en temps sur les murs de l'université à Jacob-Bellecombette fait ouvertement référence au nazisme. Le Gud et le Bastion social aujourd'hui investissent le culturel et le social. Ils ne cachent pas leur admiration pour CasaPound, dont ils ont déjà invité certains dirigeants pour des conférences.

Qui est CasaPound ?

CasaPound est une association politique liée au parti d'extrême droite Forza Nuova, avec qui elle partage idées et réseaux de financement. Ses actions se tournent essentiellement vers la jeunesse et les classes populaires. Via des centres socio-culturels, des associations sportives ou des organisations étudiantes, CasaPound cherche à rassembler autour d'événements qui n'ont *a priori* rien de politique et qui viennent répondre à des besoins urgents de nombreuses personnes abandonnées par les pouvoirs publics. L'austérité est un terreau fertile. En Grèce, le parti néo-fasciste Aube Dorée applique les mêmes recettes.

Stratégie et méthodes

La première chose que le Bastion social a fait, c'est justement de s'implanter : quatre lieux dans quatre villes on été ouverts en deux mois : Lyon, Strasbourg, Chambéry et Aix-en-Provence. Une grande importance est accordée à l'image, via des visuels et slogans communs, et à la communication : on peut compter sur leurs photos le nombre de boîtes de conserves que leurs "collectes alimentaires" leur rapportent. Évidemment, les associations de solidarité font mille fois mieux chaque jour, sans s'en vanter sur les réseaux sociaux.

C'est quoi le problème ?

Il est assez simple. Le renouveau d'une stratégie politique basée sur une implantation populaire dont on sait qu'elle a été par exemple au centre de l'arrivée au pouvoir des fascistes italiens dans les années 20. Face à cela, les pouvoirs publics s'entêtent à dire qu'ils ne peuvent rien au nom de la sacro-sainte liberté d'expression et du droit de réunion... tout en mettant en œuvre des politiques d'austérité, les mêmes dans toute l'Europe, qui profitent largement à ces groupes d'extrême droite et à la diffusion de leurs idées.

CHAMBÉRY, UNE VILLE DE PLUS EN PLUS DANGEREUSE

Plus la police intervient, plus on est en sécurité. C'est cet imparable élément de logique (sécuritaire) que la Mairie brandit avec fierté dans son bilan de mi-mandat, disponible sur son site web. Elle y affirme en effet, qu'entre 2013 et 2017, le nombre d'interventions de la police municipale de Chambéry a augmenté de 117 %, pensant sans doute nous convaincre que Chambéry est une ville plus paisible et plus sûre. Mais de deux choses l'une : soit la police a de plus en plus de raisons d'intervenir, soit elle intervient de plus en plus sans raison. Bref, soit la ville est moins paisible, soit la police est moins tolérante. Faites vos jeux.

LA PRISON BRÛLE

C'est bien connu, on mesure la tranquillité d'un endroit au nombre de ses prisons : plus il y en a et plus elles sont remplies, plus c'est paisible. Un raisonnement digne des plus fins démocrates, que certains surveillants de la Maison d'arrêt de Chambéry ne parviennent toujours pas à comprendre. Les voilà donc, le 5 décembre dernier, à brûler quelques palettes devant leur lieu de travail en signe de protestation. Le centre pénitentiaire de Chambéry serait plein à 210 %, disent-ils (*Le Dauphiné*, 05/12/2017). De quoi être fier pourtant : en France, le taux d'occupation moyen est seulement de 117 % (*Le Monde*, 20/09/2016).

LA PRISON PREND L'EAU

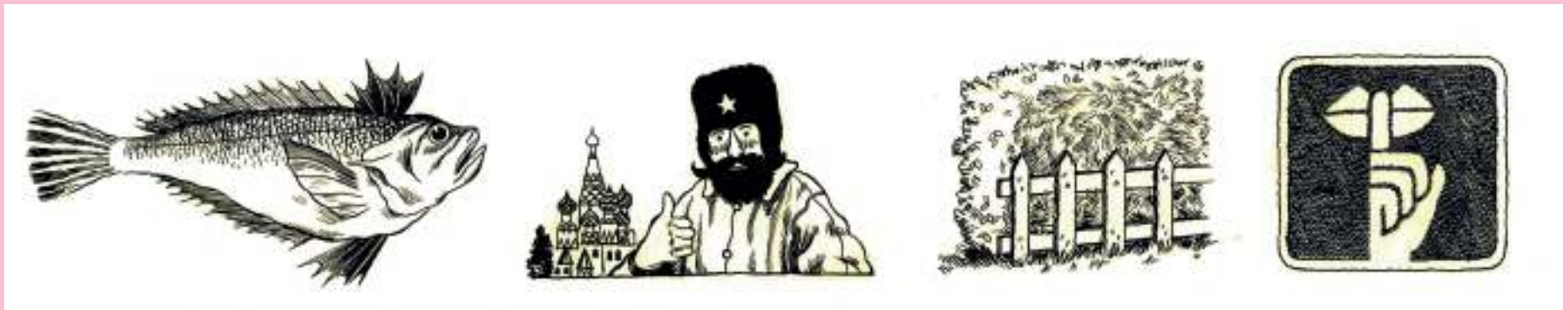
Après le petit coup de chaud d'avant Noël, les 130 détenus de la Maison d'arrêt de Chambéry ont bien failli avoir les pieds dans l'eau avec le passage de la tempête Eleanor : l'Hyères menaçait en effet de sortir de son lit. Pour parer à tout débordement, l'administration pénitentiaire a rapidement disposé des sacs de sable devant la porte d'entrée de la prison. Une sorte de barricade. Un comble quand on sait que les prisons se voient désormais couper l'eau pour factures impayées (*Observatoire des multinationales*, 25/02/2016), une des conséquences de leur privatisation rampante, dont Bouygues, Engie, Sodexo, Spie Batignolles et Eiffage sont les heureux bénéficiaires.

LA JUSTICE S'ENFLAMME

Ils pensaient interrompre leur tranquille patrouille matinale pour une banale histoire de violences conjugales, de celles qu'on prend rarement la peine d'amener devant les tribunaux. Au lieu de cela, voilà nos trois policiers qui tombent sur un apologiste du terrorisme, bien vénère en plus de ça. « *Police raciste, police islamophobe, police assassine* », si encore ça s'était arrêté là... Mais l'OPJ le confirmera : depuis sa cellule de garde-à-vue, il l'aurait entendu crier « *Vive Daech* ». De quoi foutre la frousse à n'importe quel policier, dont l'ambiance de travail n'a sans doute rien à envier au climat de peur générale actuellement en vigueur en France.

C'était le 8 décembre. Trois jours plus tard, heureusement, la justice a tenu à rassurer les policiers, profondément choqués d'après leur avocat : le prévenu, qui les aurait aussi menacés de s'en prendre à leur progéniture, a été condamné à leur verser 500 € à chacun. Il a aussi été condamné, pour apologie du terrorisme, rébellion, outrages et menaces à personnes dépositaires de l'autorité publique, à 9 mois de prison dont 6 avec sursis, les 3 mois fermes prenant effet immédiatement.

Nul doute que, pour la Cour, le comportement des policiers ait encore une fois été exemplaire. Ce qu'ils ont dit, comment ils ont agi, personne n'en saura rien et le prévenu, très calme lors de l'audience, évitera d'ailleurs tout commentaire détaillé à ce sujet. Il se défendra seulement d'avoir dit « *Vive Daech* » : « *Les policiers ont eu des propos, disons, insidieux, et j'ai répondu que je n'avais rien à voir avec ça et que c'est ce genre de discours qui alimente de telles idéologies* ». Des propos insidieux, c'est vague. La juge aura pourtant cherché à en savoir plus, en demandant à plusieurs reprises pourquoi le prévenu était si énervé, pourquoi il n'avait que peu réussi à se calmer au cours des 48h de garde-à-vue. Mais rien à en tirer : « *Qu'importe ce qu'ils ont dit, qu'importe ce qu'ils ont fait, dira le prévenu, s'ils ont été touchés par mes propos, je m'en excuse* ». Outre le rappel de son casier vierge et le caractère « *contextuel* » de l'infraction (dans les mots de son avocat), c'était certainement la meilleure stratégie de défense : fermer sa gueule, se repentir, ne pas essayer de se justifier, dire qu'il avait perdu le contrôle. Se risquer à douter de la parole des policiers, c'était attaquer la droiture de la police, bref, le casse-pipe assuré. Et comme le rappelle son avocat, l'affaire était de toute façon bien mal emmenée : « *La procureure me l'a dit lors de son déferement : aujourd'hui, Daech = prison* ». Une situation qui en deviendrait presque ordinaire (c.f. *Polenta!* n°4 « *Elle a bon dos, Marianne* »).



GRAND JEU-CONCOURS

Serez-vous capable de déchiffrer ce rébus ? Si oui, téléphonez vite au commissariat le plus proche et criez votre réponse pour obtenir votre récompense : 5 ans d'emprisonnement et 75 000 € d'amende offerts par le Ministère de la Justice et un set de 6 casseroles en inox offerts par Polenta!

DES CANONS À NEIGE À LA RESCOUSSE

Sur Grand Chambéry, il pleut des canons à neige à tout va. Depuis que Chambéry métropole a grandi, l'agglomération dispose désormais de deux stations de sports d'hiver sur sa carte de visite : Les Aillons-Margériaz et Savoie Grand Revard. Pour être à la pointe de l'innovation, rien de mieux que de mener exactement la même politique que les autres : de la neige artificielle à gogo ! 35 canons à neige et une retenue collinaire de 30 000 m³ pour les alimenter sont prévus à La Féclaz pour un budget de 3,4 millions d'euros (*Le Dauphiné*, 27/10/2017). Aux Aillons, le maire espère lui aussi pouvoir développer rapidement cette neige de culture sur l'ensemble du domaine pour sauver sa station (*France Bleu*, 21/11/2017). L'été dernier, Grand Chambéry préconisait en effet la fermeture des remontées mécaniques dans le cadre de son projet stratégique de développement touristique pour 2017-2022... Son président le justifiait ainsi : « *Le tout neige n'est pas le choix dans lequel nous irons. Ça coûte des millions et des millions d'euros, ce ne n'est pas envisageable* » (*France Bleu*, 09/06/2017). Il va falloir se mettre d'accord.

LA PRISON REBRÛLE

Rebelote, les palettes se consomment à nouveau devant la Maison d'arrêt de Chambéry. Les surveillants ont battu le froid pavé de janvier en signe de protestation. C'est l'agression de trois d'entre eux dans le Pas-de-Calais qui est à l'origine de ce mouvement de contestation, pointant le manque de moyens et la surpopulation carcérale. N'ayant pas le droit de grève, les surveillants ont fait ce qu'ils ont pu : pas de parloirs et des promenades réduites au minimum, pas d'interventions extérieures... Bref, comme d'habitude, ce sont les usagers qui payent les pots cassés, c'est-à-dire les détenus et leurs familles. Sans doute préoccupée du bien-être des détenus, la direction de l'établissement pénitentiaire s'est résolue fin janvier à brandir des menaces de sanctions, qui ont eu raison du mouvement. Depuis, les syndicats chercheraient d'autres formes d'action. Peut-être devraient-ils aller voir du côté des "usagers", les premiers concernés par des conditions de détention parmi les pires d'Europe ?

Linky'étude

Peut-être avez-vous vu passer l'information dans le *Chambé-Mag* n°130 de l'été dernier, ou bien, en bon·ne citoyen·ne connecté·e, l'avez-vous aperçue sur le site de la Mairie de Chambéry : depuis fin mai 2017 et jusqu'à l'été 2018, l'entreprise Enedis (Ex-ERDF) déploie son compteur "communicant" Linky sur la Commune de Chambéry. L'avarice de détails de l'article que lui consacre la Mairie est presque une offense à ces petits objets innovants pleins de potentiels. Celui-ci se borne en effet à recenser quelques-uns des immenses services qu'ils rendront aux consommateurs·trices, en communiquant à distance leur consommation électrique quotidiennement : rapidité d'intervention en cas de problème et facturation correspondant à la consommation réelle. Procédurière, la Mairie explique également que le remplacement des anciens compteurs par les nouveaux est obligatoire. Enfin, pour rassurer l'habitant·e un peu trop suspicieux·se, elle ajoute que les nouveaux compteurs respectent toutes les normes en vigueur, notamment en ce qui concerne l'exposition aux champs électromagnétiques et la confidentialité des données personnelles collectées, qui se conforment aux recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Linky j'suis vert

La communication d'Enedis et des pouvoirs publics en général abonde dans le même sens : les compteurs Linky ne présentent que des avantages. En plus de ceux déjà cités, Linky crée, comme il est de coutume, de nombreux emplois. Et oui, vous l'aurez compris, votre nouveau compteur, il va falloir le concevoir, le fabriquer et venir vous le poser. Cerise sur le gâteau, élément indispensable à toute innovation moderne, Linky contribue également au développement durable... Devinez voir de quelle couleur est donc Linky ? Vert, tout à fait, il s'agit d'un compteur vert. Bon, à bien y regarder, cela tire un peu sur le jaune, ce serait plutôt vert jaune, ou vert pâle, ou bien vert pomme.

Blague à part, il semble en tout cas difficile, étant donnée la conjecture écolo-nomique, de critiquer le petit nouveau. Sinon à passer pour un rétrograde, un râleur ou un fainéant. Certain·e·s s'y sont pourtant risqué·e·s, flairant l'embrouille sous le vernis de la com' et le caractère obligatoire de la mise en place. Dans l'agglomération de Grenoble, une des villes tests de Linky, divers collectifs se sont créés afin de faire part de leurs doutes. À Saint-Nizier-du-Moucherotte en particulier, le Conseil municipal, arguant du principe de précaution et rappelant que la Ville est propriétaire des compteurs électriques, a fait savoir qu'il ne souhaitait pas du nouveau compteur d'Enedis.



De par chez nous, un collectif s'est monté, le Collectif chambérien d'information sur les dangers du compteur électrique Linky. Celui-ci a lancé une pétition et envoyé une lettre au Maire remettant en cause les arguments présentés par les voix officielles et réclamant la diffusion d'informations complémentaires aux habitant·e·s, un débat public et un moratoire. Mais visiblement, la Ville de Chambéry n'est pas vraiment préoccupée par le sujet. À ce jour, elle semble s'être cantonnée à reprendre les points essentiels de la communication d'Enedis sur son site et dans son magazine.

Linky c'est top

Vous l'aurez compris, les avantages de Linky ont leur équivalent d'inconvénients. Avant de nous étendre sur ces derniers (les premiers se trouvant dans tous les excellents supports de com'), rappelons dans quel cadre Enedis et l'État nous imposent cette mise à niveau de nos compteurs électriques. La réponse se trouve dans l'Annexe 1 de la Directive européenne 2009/72/CE du Parlement européen et du Conseil concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité : « *Les États membres veillent à la mise en place de systèmes intelligents de mesure qui favorisent la participation active des consommateurs au marché de la fourniture d'électricité* ».

Le besoin de Linky s'inscrit en effet dans les politiques énergétiques de l'Union européenne. En France, la directive a été transposée dans la Loi de transition énergétique votée en 2015 modifiant l'article L341-4 du Code de l'énergie. Celui-ci indique que le but premier de ces compteurs est de « *permett[re] aux fournisseurs de proposer à leurs clients des prix différents suivant les périodes de l'année ou de la journée et incitant les utilisateurs des réseaux à limiter leur consommation pendant les périodes où la consommation de l'ensemble des consommateurs est la plus élevée* ». En d'autres termes, ils permettent de réguler au mieux les demandes en électricité tout au long de la journée pour éviter les pics de consommation.

L'ensemble des compteurs du territoire français devrait être remplacé d'ici 2021. Pour la gestion du gaz, une surprise équivalente est déjà dans les cartons, elle s'appelle "Gazpar". Un autre nom sympa pour le chien de notre mamie.

Linky au boulot

Mais que reproche-t-on donc à notre petit Linky ? Essentiellement de nombreuses zones d'ombres, que pointent en particulier les opposant·e·s chambérien·ne·s. L'une des inquiétudes souvent invoquée par les Mairies refusant son installation concerne la santé

LINKY... NOTRE GRAND-MÈRE
AURAIT PU APPELER SON PETIT
CANICHE COMME ÇA : LINKY AU
PIED, LINKY DONNE LA PATTE !
MAIS NON, RIEN À VOIR.
LINKY N'EST NI UN CHIEN NI UN
JEU DE MOTS POURRI, C'EST AU
CONTRAIRE TOUT CE QU'IL Y A
DE PLUS SÉRIEUX. MÊME SI,
DANS SA VERSION PLUS PLUS ET
AVEC UN PEU D'IMAGINATION,
LINKY PEUT FAIRE OFFICE
D'ANIMAL DE COMPAGNIE.
MAIS, À CE QU'ON DIT, MÊME
BRIGITTE BARDOT AURAIT
REFUSÉ DE L'ADOPTER.

des habitant-e-s, qui pourrait être mise en danger par les ondes utilisées pour la transmission de données. Or, ce genre de problèmes sanitaires apparaît souvent sur le long terme, il est donc difficile de s'en faire aujourd'hui une idée claire. Il n'est pas déraisonnable de penser que les informations disponibles, d'un côté comme de l'autre, sont biaisées par leurs propres intérêts. En particulier, on ne pourra que faire preuve de suspicion quant aux garanties brandies par Enedis et l'État, qui ne nous ont pas habitué-e-s à une grande rigueur dès lors qu'il s'agit de santé publique ; les exemples ne manquent pas : pesticides, PCB, amiante...

Que cette nouveauté figure dans la loi de transition énergétique nous pousse d'autre part à nous interroger sur l'impact écologique lié au remplacement de 35 millions de compteurs fonctionnant parfaitement. Le dossier de presse d'Enedis disponible en ligne résume à ce propos un tour de force en parvenant à vanter au passage la vitalité de l'industrie française : « *Un recyclage assuré par des entreprises françaises : 45 000 tonnes de matériels électriques ainsi que 7 000 tonnes d'emballage des nouveaux matériels vont être recyclés, soit l'équivalent de 5 fois le poids de la tour Eiffel* ». Sacrée croissance, qui nous permet bien des entourloupes ! Et puisqu'on parle de croissance, notons bien que les emplois promis par Linky ont toutes les caractéristiques de la précarité, notamment par le recours systématique à la sous-traitance. Une fois posés les nouveaux compteurs et recyclés les anciens, c'est *a priori* de moins d'emplois dont aura besoin Enedis pour gérer la distribution d'électricité.

Autre tour de passe-passe, l'installation des nouveaux compteurs est présentée comme totalement gratuite pour le consommateur. Et effectivement, le-a technicien-ne qui viendra vous le poser ne vous demandera pas un sou. Par contre, c'est bien vous qui le paierez, de façon indirecte. Les compteurs appartiennent, certes, aux Communes mais c'est Enedis qui s'occupe de la fourniture et du déploiement de Linky, pour un coût de 5 milliards d'euros. Et c'est aussi Enedis qui avance les frais, en faisant gracieusement un prêt à l'État, avec un certain taux d'intérêt. N'oublions pas que l'argent de l'État est le nôtre. Quant aux intérêts, ils seront payés via le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité (Turpe) prélevé directement sur la facture des consommateur-trice-s à hauteur d'environ 36 % du montant de celle-ci. C'est somme toute une bonne affaire pour Enedis, dont on se retrouve à payer les investissements qui lui permettront, par la suite, d'économiser en supprimant des emplois et en optimisant la distribution d'électricité.

Linky écoute bien

Certains des arguments anti-Linky sont particulièrement pertinents et d'autres plus compliqués à démêler. Une des grandes craintes concerne l'utilisation des données personnelles que les nouveaux compteurs vont accumuler sur nos consommations. Jusqu'à présent, la position d'Enedis est claire : ces données ne seront pas commercialisées. Il est toutefois légitime de douter de leur parole : ces données décrivent, à leur échelle, notre façon de vivre, nos habitudes ; avec Linky, nous les mettons entre les mains d'une société dont l'objectif premier (et inévitable, concurrence oblige) est de faire des profits. Comment donc croire qu'Enedis ne puisse pas être tenté, à un moment donné, sous prétexte par exemple (au hasard) de quelque difficulté financière, de les commercialiser ? Facebook et Google ont montré à quel point le marché était fructueux.

La question serait donc plutôt : jusqu'à quand Enedis tiendra-t-il avant de trahir sa promesse ? Entre leur position officielle et la réalité du marché, il n'y a qu'un pas pour qu'un jour, les fournisseurs d'énergie nous proposent, comme par miracle, des offres ultra-personnalisées correspondant parfaitement à notre rythme de vie. Aurons-nous alors le choix d'accepter cela ou pas quand, dans le même temps, il sera toujours plus urgent, bien entendu, d'économiser l'énergie ?

Linky couche-toi là

C'est bien là en effet la raison du pourquoi de Linky : dépenser moins d'énergie. C'est en tout cas ainsi qu'on nous le présente. « *Consommer moins c'est aussi savoir ce que l'on consomme. C'est la vocation des nouveaux compteurs communicants* ». C'est ce que disait ce cher Manuel Valls, alors encore Premier ministre, à l'occasion de la conférence environnementale du 27 avril 2016. Or, Linky ne nous dit pas réellement ce que l'on consomme, puisqu'il ne possède pas de cadran indiquant la consommation instantanée, que ce soit en Kw/H ou en euros. Ce que fait Linky, c'est seulement envoyer un relevé par jour à Enedis, auquel le-a consommateur-rice peut avoir accès sur son "espace personnel" ; et ce qu'il est capable de faire de mieux, si on le souhaite, c'est d'envoyer un relevé toutes les 10 minutes.

Maintenant, soyons réalistes deux petites minutes : qui aura le temps, le loisir ou l'envie d'éplucher ses relevés, de retracer sa consommation au fil de la journée, éteignant tel truc, allumant tel autre, réfléchissant à quand faire tourner le lave-vaisselle, la machine à laver, à jouer à l'ordinateur maintenant ou cette nuit ? Franchement, qui ? Étant donnée la propension de l'être humain à la rationalité, on peut douter de l'efficacité des informations fournies par Linky pour diminuer nos consommations d'énergie.

Heureusement, on peut aussi supposer que ce n'est pas sur nous, petits êtres de passion, que l'Europe et l'État comptent réellement. Les décideur-se-s peuvent raisonnablement espérer que le salut viendra d'ailleurs. Ce qui, par exemple, est particulièrement intéressant pour Enedis avec Linky, c'est la possibilité de mieux réguler, grâce aux données collectées, la distribution d'électricité, de façon à éviter les pics de consommation. L'idée n'est donc pas vraiment de dépenser moins d'électricité, ce serait même plutôt le contraire : partant du principe que nos besoins en électricité vont nécessairement augmenter (n'oublions pas que l'avenir du déplacement est à la voiture électrique), il s'agit de développer les outils qui permettent de mieux "organiser" nos dépenses.

Les objets connectés sont un autre élément essentiel dans cette perspective de consommer plus mais en dépensant "mieux", comme en témoignent ces projets de maisons ou même de villes "intelligentes". Le test réalisé à Grenoble et à Lyon en 2012, intitulé GreenLys, était un précurseur de ces smartgrid (réseaux intelligents) intégrant Linky : on s'essayait à taille réelle à la ville de demain, à coups de compteurs

intelligents, de véhicules électriques, de domotique, avec la possibilité de contrôler les installations à distance pour limiter les consommations selon l'offre et la demande...

Linky'p hip hourra

Puisqu'on ne peut plus compter sur nos intelligences en perdition, qui peinent à suivre un monde en perpétuelle évolution, laissons plutôt les machines nous dire quoi et comment faire. Bien que sans grande innovation, le procédé n'en reste pas moins effrayant. C'est ainsi que, peu à peu, nous perdons prise sur le monde qui nous entoure. Nous ne sommes plus acteur-rice-s mais uniquement consommateur-rice-s. Nous dépendons de quantités d'objets, d'outils, de structures (portables, voitures, autoroutes...) sur lesquels nous n'avons aucun pouvoir réel. Ce serait même plutôt tout le contraire : nous sommes à leur service. La vie que les temps présents nous promettent semble se résumer à exécuter les ordres des machines que nous avons créées pour nous servir. La boucle est bouclée.

Serait-ce le prix à payer pour faire baisser notre facture énergétique ? N'est-ce pas tout au mieux (ou bien au pire) la reporter ailleurs ? Car il faudra bien les produire, tous ces objets intelligents, il faudra bien trouver les minéraux, faire tourner des usines, refroidir les data centers, transporter les composants, enfouir, détruire ou recycler les déchets... Qui osera tenter le calcul savant consistant à prendre en compte toutes ces dépenses d'énergie "annexes" ? Sûrement pas, à sa petite échelle, l'habitant-e et consommateur-rice lambda.

Alors que peut-on y faire, nous direz-vous ? Ce n'est pas vraiment à *Polenta!* de répondre. Nous, on vous donne notre analyse, c'est tout. On vous dit ce qu'on voit, ce qu'on pense. On vous dit que certains (fournisseurs, fabricants, installateurs, gestionnaires des données) ont évidemment plus à y gagner que nous à économiser l'énergie. Soyez-en sûr-e-s, ils s'en foutent de la planète. Tout comme nous d'ailleurs : si on distribue notre parole à bicyclette, ce n'est pas pour la planète, c'est pour nos mollets, pour notre forme, pour notre emploi du temps, pour notre rapport à l'extérieur... On ne sauve pas la planète en prenant le vélo. Par contre, ça nous permet de vivre un peu, malgré tout. On braconne de quoi vivre, comme dirait Mich-Mich. Et on ne voit pas en quoi Linky pourra nous aider pour ça.



BREAKING NEWS ON VOUS L'AVAIT DIT

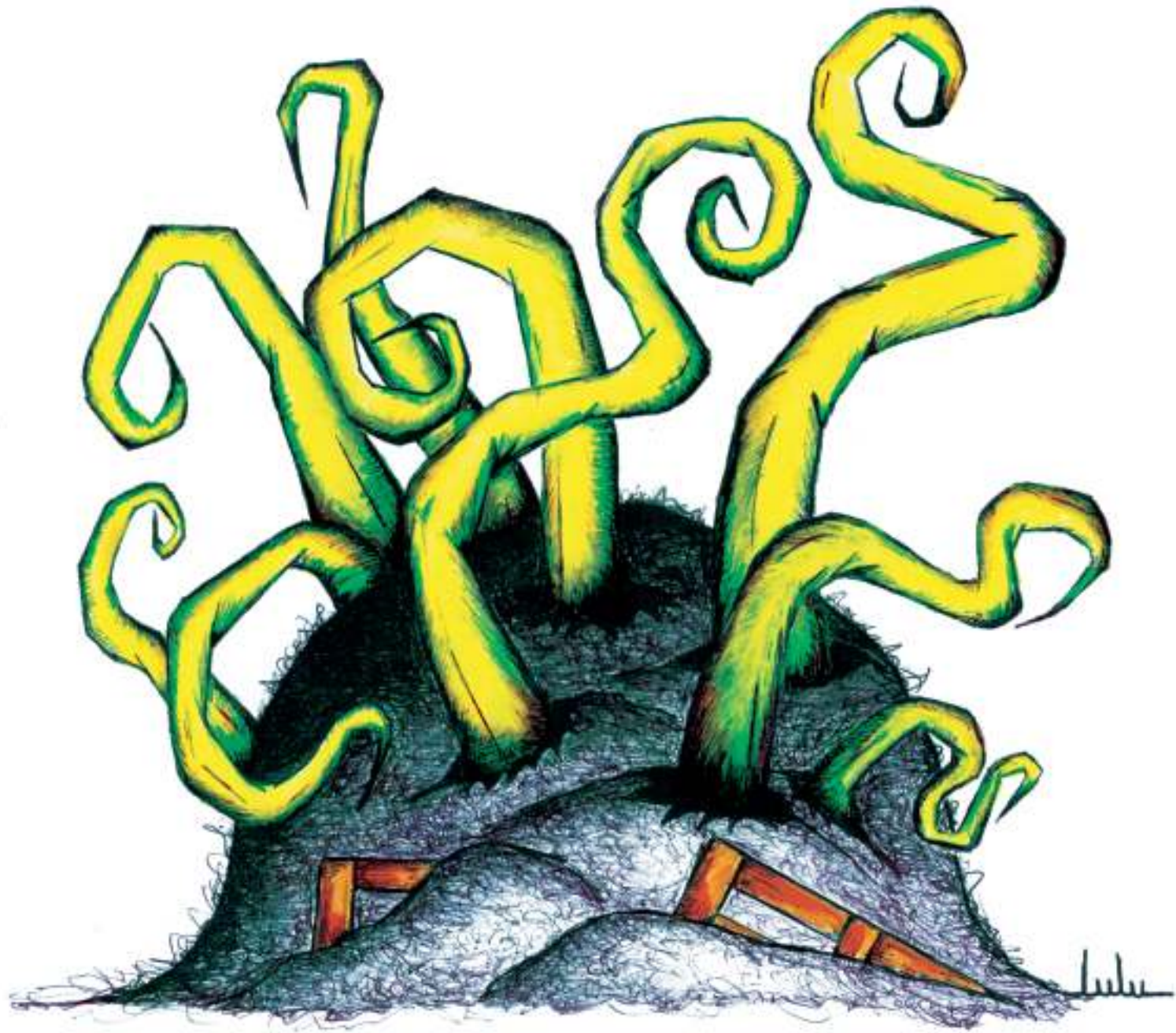
7 février, 10h38. Une dépêche *AFP* tombe à la rédac' de *Polenta!*, alors que le numéro 7 est sur le point d'être bouclé et envoyé sur les presses de l'imprimeur. Un rapport de la très sérieuse Cour des comptes (l'instance nationale chargée de contrôler la régularité des comptes publics) vient confirmer tout le bien que notre enquêtrice *es-mais* a dit de Linky. Pêle-mêle, les magistrat-e-s estiment que « *les conditions de son déploiement profitent surtout à Enedis (ex-ERDF), et pas suffisamment aux consommateurs* ». Ils pointent du doigt une communication mal menée, notamment des rapports sanitaires parus trop tard. Ils font également remarquer que, si Enedis avance le financement nécessaire au remplacement des compteurs, l'idée est de se rembourser sur les factures des usager-e-s à partir de 2021, avec des intérêts – et de générer au passage un bénéfice de 500 millions d'euros. Une rémunération jugée, dans le rapport, « *généruse et qui devrait être revue à la baisse* ». La Cour des comptes confirme que c'est bel et bien Enedis et les fournisseurs d'énergie qui pourront tirer avantage des caractéristiques du nouveau compteur, qui leur permettra de tout manœuvrer à distance. Si on promet aux utilisateur-rice-s des économies grâce à une meilleure compréhension de leur dépense énergétique, le rapport rappelle que le relevé proposé par Linky n'est pas assez précis pour faire une différence et que jusqu'à aujourd'hui, seul-e-s 1,5 % des usager-e-s ont consulté le compte en ligne détaillant leur consommation. Pour sauver la planète, c'est mal parti... D'autant plus que, toujours selon les magistrat-e-s, l'impact sur la consommation risque fort de rester limité. L'Allemagne, qui, côté innovation, a souvent une longueur d'avance sur la France, en était arrivée aux mêmes conclusions il y a deux ans : le remplacement des compteurs n'allait pas dans le sens de l'intérêt des consommateur-trice-s. La Cour des comptes rappelle que Berlin n'hésite pas à hausser mollement les épaules face à cette directive européenne et ne fait preuve pour l'instant d'aucun effort particulier pour mettre en place la smart grid, pas plus que la Slovaquie, la Lettonie, la Belgique, le Portugal, et la République Tchèque.

Pour la quatrième fois depuis 2013, un stock de bois traité s'est enflammé sur la plate-forme de compostage-broyage de Francin, disséminant son lot de particules fines et autres joyusetés.

Un fait pas si divers, peu relayé par les médias locaux et largement sous-évalué.

Alors que les preuves de mauvaise gestion s'accumulaient contre la société exploitante de ce site classé ironiquement ICPE (Installation classée pour la protection de l'environnement), le risque d'incendie était, lui, annoncé depuis deux ans...

Hallucinant.



Plus de huit cents élèves d'école élémentaire sont réunis sur le stade de l'île de Montmélian, à l'occasion du Courseton, course de fond organisée par l'USEP Savoie. Hasard du calendrier, il règne au-dessus de la ville, depuis plusieurs jours, une lourde fumée grise stagnant, faute de vent, sous un ciel très bas et nuageux. L'air est vicié et sent le brûlé. Le lendemain, la gorge nous pique, nous toussons, et une pharmacienne nous confirme une recrudescence des affections respiratoires depuis quelques jours : « *comme en hiver* ». Nous sommes vendredi 20 octobre et la température montera à 20°C au cours de la journée. Le matin, l'enfant s'était levé les yeux endoloris et cernés. Nuit courte, ponctuée de toux sèches et saccadées, caractéristique d'une crise d'asthme, uniquement calmée par la prise de broncho-dilatateur. Poumons grands ouverts, il avait participé à la course de la veille.

À 750 m à vol d'oiseau de notre petit quotidien, un gros incendie s'est déclaré depuis 5 jours sur la plate-forme de compostage-broyage de déchets verts de Francin, où 26 sapeurs-pompiers sont mobilisés depuis ce matin.

Ce site de commercialisation de compost et de broyat, appartenant à la société Axia-Pouget, elle-même filiale de la société Trigénium, accueille et stocke sur une surface équivalente à sept terrains de foot deux types de déchets : des déchets verts classiques, dont le compost issu de leur fermentation

sera utilisé en agriculture ou pour la revégétalisation des pistes de ski ; et des déchets de bois, dont l'activité est « *plus problématique* », selon la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal). En effet, si le broyat issu des déchets de bois de catégorie A (bois noble) est expédié en chaufferie, celui issu des déchets de bois de catégorie B (bois traité) trouve en théorie preneur auprès des industriels de la fabrication de panneaux de bois. Problème : le secteur est saturé. « *Les stocks nationaux ont augmenté de 6% en 2016 pour atteindre environ*

« *La mathématique et les sciences exactes affinent interminablement leur logique pour suivre les mouvements aléatoires et microbiens de phénomènes non humains* ».

600 000 tonnes », estime Jean-Philippe Carpentier, président de la Fédération des entreprises de recyclage. Principaux fautifs ? Les fabricants de panneaux français qui n'incorporent en moyenne que 35% de bois-déchet dans leur production, contre 80 % en Belgique et jusqu'à 100 % en Italie ! Les panneaux français semblent préférer le bois forestier non pollué... Faut-il les en blâmer ?

Les stocks de broyat : voilà le problème. Le collectif de vigilance citoyenne Cecomsa (Citoyenneté Environnement en Combe de Savoie) a observé dès janvier 2016 des irrégularités sur le site d'Axia-Pouget et l'a

immédiatement signalé à la Dreal : « *Les hauteurs de stockage de bois constatées semblaient largement dépasser les limites réglementaires* » témoigne le collectif. En retour, la Dreal les informe qu'une mise en demeure a été envoyée par la préfecture à la société en début d'année, l'intimant à procéder sous un délai de trois mois à une remise aux normes de son exploitation. « *Le risque principal lié à ce genre d'installation rest[ant] l'incendie et les nuisances provoquées par le dégagement de fumées* » ajoute-t-elle. La société passera outre. Pendant près de deux ans, elle continuera à absorber des volumes trop importants de déchets de bois sans être assurée de pouvoir les écouler à la sortie. Pourquoi diable s'est-il écoulé autant de temps entre cette mise en demeure et le dernier incendie sans que rien ne soit mis en place pour l'éviter ? Quelles étaient les solutions mises à disposition de

BOIS BRÛLÉ STOCK DIMINUÉ

CQFD

VIE DU BOURG



Notre amour de la presse papier nous amenant à relire l'intégrale des *Allobroges*, notre cœur se serre à la vue de ce fait divers de septembre 1958. Mais que fait la police ? S'il faut prendre des mesures, prenons-les : le système de marquage du cadre des vélos inventé, pourquoi s'arrêter au cadre ? Développons ce système de sécurisation afin de l'étendre à tous les éléments de nos bicyclettes. Si la roue de Mme Besson avait été marquée, elle aurait pu avoir la chance de retrouver sa propriétaire. Voyons plus loin ! Marquons doudous, gants et mouchoirs ! Souvenons-nous d'Hélène Besson !

AU PASSAGE

Dans la petite rue entre les Éléphants et l'Astrée, il y a un petit café qui s'appelle Le Passage. Trois petites salles, quelques tables et chaises, des expositions de peinture tournent sur les murs. On s'y retrouve parfois pour y discuter du prochain numéro ou pour rencontrer des gens intéressés par *Polenta!* (oui, il y en a !). On y voit toujours les mêmes têtes au comptoir, derrière le journal ou en train de jouer aux cartes. Certains sont là dès l'ouverture en début d'après-midi et jusqu'à ce qu'on les pousse dehors, d'autres y viennent une ou deux heures par jour en sachant sur qui ils vont pouvoir tomber.

Le Passage est un endroit sympa. C'est un bar associatif et sans alcool, fréquenté par des habitué-e-s. Les murs appartiennent au Centre hospitalier spécialisé (CHS) de Bassens et à l'origine, le bar se veut un lieu de sociabilisation pour des personnes étant passées par le CHS. C'est peut-être ce qui lui vaut une certaine mauvaise réputation : les client-e-s se font des commentaires sur le journal d'un bout à l'autre du comptoir, d'autres engueulent leur partenaire de jeu qui, décidément, ne voit jamais rien venir, arrachant à ses pensées une dernière personne assoupie dans un coin. C'est sûr, Le Passage est, dans tous les sens du terme, un lieu de vie.

Depuis quelques années cependant, les nouvelles têtes se font très rares. Le CHS ne se préoccupe plus que très peu du café. Les permanences de professionnel-le-s du soin et du social ont presque disparu. En particulier, le CHS n'envoie plus de psychologues : conséquence des suppressions de postes, simple désintérêt ou choix "thérapeutiques" autres ?

En septembre passé, le bar a de plus perdu ses deux Contrats aidés (CAE). Pour faire survivre le lieu, l'association a pris le risque de salarier une des employées. Une initiative qui plaira certainement à Macron, puisqu'elle crée, enfin, un "vrai emploi" (en CDD bien sûr). Mais cela ne va pas sans changement. Le café, qui était à 0,50 € jusque-là, passe à 0,80 €, restant toujours sans doute le moins cher du coin. Le bar n'ouvre plus le midi alors qu'il proposait auparavant de venir y prendre le déjeuner (les visiteur-se-s s'y faisaient alors plus varié-e-s). On sent aussi un peu de fatigue, peut-être, chez les bénévoles. On leur souhaite bon courage.

MON COLIS, IL EST OÙ ?

Le 3 février dernier, une centaine de personnes s'est rassemblée devant le bureau de poste de Challes-les-Eaux pour exiger son maintien. Depuis quelques mois-années, La Poste a pris la fâcheuse habitude de vouloir fermer un à un ses bureaux, histoire de finir de détricoter ce qu'il reste encore de ce service public. De façon plus insidieuse, elle réorganise également la distribution du courrier et des colis, en réduisant le nombre de tournées, donc en allongeant celles qui restent. Une nouvelle fois, ce sont les postiers et les usagers qui trinquent ensemble. Exemple dans un centre de distribution de l'agglomération.

Fin décembre, les gens sont nombreux à venir chercher leurs colis, suite à un avis de passage laissé dans leur boîte aux lettres par le facteur. On voit quelques usagers agacés, comme cette dame d'un certain âge qui était chez elle quand le facteur est passé. Un brin énervée, elle s'adresse au guichetier :
« Mais pourquoi le facteur n'a pas sonné pour me donner mon colis ? Ce n'est pas la première fois que cela arrive, ce n'est pas normal ! À chaque fois, je dois venir ici. Je n'ai pas que ça à faire ! Surtout que je lui aurais offert le café ».
Aucune réponse. Dans la file d'attente, un monsieur intervient :
« Madame, vous savez, le temps où un facteur pouvait se permettre de prendre un café avec les gens est révolu ! Aujourd'hui, les facteurs sont tenus à toujours plus d'efficacité en même temps que leurs conditions de travail se dégradent. Avec des tournées de plus en plus longues, dont ils doivent par exemple changer régulièrement, ils n'ont parfois même pas le temps d'attendre que vous veniez chercher votre colis en bas. Dites-moi par exemple, à quelle heure avez-vous vu passer le facteur ? ».
Et la dame de répondre :
« Il était 16h30, peut-être 16h45... ».

À une époque pas si lointaine, les facteurs, qui embauchaient à 6h du matin, finissaient leur tournée en début d'après-midi... Un petit détail que la direction de La Poste omettra de signaler, sans doute pas mécontente qu'usagers et employés pestent les uns contre les autres plutôt que de lutter ensemble pour sauver ce service public.

l'entreprise pour que ses stocks diminuent ? À l'heure du bouclage de cet article, ni la société Axia-Pouget, ni le service communication de la préfecture n'ont daigné répondre dans les temps à nos sollicitations ; ils s'y étaient pourtant engagés.

Face à de telles négligences, on ne peut que déplorer le triste bilan environnemental de l'incident. L'association de mesure de la qualité de l'air Atmo Auvergne-Rhône-Alpes (Atmo Aura) fut présente sur les lieux dès l'annonce de l'arrêté préfectoral d'urgence, le 25 octobre, cinq jours après que ne soient réalisées de premières mesures par une unité mobile du Service départemental d'incendie et de secours :
« Nos mesures portaient sur la présence de particules fines dans l'air, les fameuses PM10 et les PM2,5, témoigne Stéphane Socquet, directeur technique d'Atmo Aura. Particules que l'on retrouve dans tout épisode de combustion du bois, et pour lesquelles l'on dispose de seuils de recommandation précis. D'autres prélèvements ont été réalisés : ils portaient sur la présence dans l'air ou les retombées atmosphériques de particules type HAP (hydrocarbures), dioxines, furanes et composés organiques volatiles ».

Pourquoi alors le Courseton, qui se déroulait à quelques centaines de mètres de l'incendie a-t-il été maintenu ? Tout simplement parce qu'en ce jour précis, la société Axia-Pouget n'avait pas jugé nécessaire d'avertir les autorités de ce qui se jouait sur son site, tentant de juguler elle-même l'incendie. Là encore, nous ne connaissons pas les raisons exactes de cette absence de signalement. Une démarche frôlant l'irresponsabilité, alors que le bois en train de brûler contenait force solvants, vernis et colles. « Au final, toutes les mesures prises ont bien montré l'influence de l'incendie sur la qualité de l'air. Mesures qui auraient pu être plus élevées et dépasser le seuil de recommandation en particules PM10 pour les personnes sensibles, asthmatiques notamment, si elles avaient été effectuées dès le premier jour de l'incendie », souligne Stéphane Socquet. Y'a bon dans tes petits poumons !

Cerise sur le gâteau : c'est cette même association qui a entièrement avancé les frais des prélèvements sans aucune assurance d'être remboursée : « Cependant, nuance Stéphane Socquet, une démarche est en cours avec la préfecture avec une demande de contribution à venir auprès de l'exploitant ». À quand une vraie réforme du pollueur-payeur ?

Transmises à l'Agence régionale pour la santé, ces analyses ne sont pas encore rendues publiques. Sollicitée plusieurs fois à ce propos, l'ARS n'a pas cru bon de nous répondre sur leur date de communication officielle. À suivre, donc. À suivre et à surveiller également le re-gonflement de certains des stocks de broyat de la société Axia-Pouget à Francin, si rien n'est mis en place par les pouvoirs publics pour offrir des solutions à cette filière, derrière laquelle semble se profiler un vrai souci de santé publique. À ce titre, une plainte de riverains a été déposée auprès du procureur de la république à l'initiative du collectif Cecomsa.

En 2014, l'impact du troisième incendie de la plate-forme avait déjà été détecté via les teneurs en particules de l'association Atmo ; un dépassement du seuil de la valeur limite pour la protection de la santé (50 µg/m3 à ne pas dépasser plus de 35 jours par an) avait même été enregistré le 29 octobre sur le site urbain de référence de Chambéry ! Après 11 jours d'incendie, quel crédit "particules fines" nous reste-t-il alors cette année à Francin, Montmélian et Sainte-Hélène-du-Lac, communes limitrophes de la plate-forme, déjà aux premières lignes des traditionnels pics de pollution atmosphérique liés aux transports et au bois de chauffage ? Dans l'attente cette réponse, nous vous souhaitons nos meilleurs vœux de santé pour la nouvelle année...





Zéro pointé

Vous avez aimé les époux Poussin ? Vous allez adorer les Pichon-Moret : cette nouvelle famille des conquêtes de l'inutile s'érige depuis un an en modèle du presque zéro déchet hexagonal. Presque : c'est leur côté modeste. Le reste n'est que déballage au grand jour de leurs fabuleux "exploits" : un composteur dans le jardin, des achats en vrac, des sacs de courses en coton (bio), et de la compote faite maison. Ils sont LE couple PARFAIT. Comme les bocaux du même nom où ils stockent consciencieusement leurs denrées hebdomadaires. Et leurs enfants ne désirent bien entendu pour leur anniversaire que des cadeaux dématérialisés ou DIY (Do It Yourself). La classe on vous dit !

Ce n'est qu'en 2014, lors d'une balade sur la plage de la côte ouest, que ce surfeur blond, fondateur de Mountain Rider (oui oui, l'asso chambérienne qui fournit, sans se salir les mains, des sacs poubelle et des oriflammes à des bénévoles pour aller ramasser la merde des touristes hivernaux sur les pistes de ski au printemps dans de grosses stations bien pourries) et consultant pour des ONG environnementales, prend conscience que l'océan est bourré de plastique. Il était temps. Ni une ni deux, cela deviendra le credo de la famille : exit le plastique, bienvenido le déchet zéro. Madame au crayon (qu'elle ne manie pas trop mal, pour l'avoir aiguisé à la mairie de Courch' et à la Fondation Nicolas Hulot) ; Monsieur à la plume, pardon, au "contenu éditorial", et voilà que sort, en 2016, *Ze* livre relatant leur expérience « sans juger, culpabiliser ou moraliser, on n'est pas curé » et préfacé par Hulot. Avec humour et autodérision, rajoute la postface.

Car oui, sachez-le : on peut être hyper décomplexé du Zéro Déchet en 2018 ! Maman télégénique, se fringuant de frip et de troc sans puer ni le fromage de chèvre ni les toilettes sèches, fabriquant ses produits ménagers, faisant le marché avec ses Tupperware en verre, et dégainant le Thermomix pour le goûter, tout en bossant à temps plein pour sa boîte de graphisme... Papa écolo-sympa, altruiste envers les générations futures, allant prêcher la bonne parole auprès des collectivités de droite, qui se bousculent au portillon pour s'offrir les services – et le label – de ce néo-bab si humble de lui-même.

Ils auraient pourtant pu en rester sur leur premier jet : un blog cool relatant leur expérience familiale, caricaturant leur quotidien autour de recettes et d'astuces du consommer moins et mieux. Ils ont préféré enfoncer la porte de la célébrité, exposant leurs gosses innocents au tout venant médiatique, posant devant leur pas de porte au milieu de bouteilles et bocaux en verre,

et dégainant à tout bout de champ leur "miracle", sorte de 3e rejeton : leur poubelle annuelle, incarnée sous la forme d'un pot de confiot' recyclé et rempli de petits bâtonnets et bouts de plastique. Car, youpi ! les enfants ont quand même droit aux Chupa Chups deux fois par an, pourvu qu'ils se ravitaillent au tabac-presse avec un petit sac à vrac en coton dédié.

Ils sont aujourd'hui encensés par *Le Monde*, le père Hulot et Chambéry métropole, qui en a fait l'objet d'une conférence le 13 octobre dernier à Savoie Expo (400 personnes selon les organisateurs, 120 personnes selon *Polenta* !). On pourra regretter que "Famille Zéro Déchet" prenne la première place du référencement du même nom sur Google, évinçant de fait "Zero Waste France", association de protection de l'environnement militant depuis 20 ans pour la réduction des déchets et intervenant directement auprès des décideurs français et européens pour faire avancer les lois dans ce sens.

On pourra également leur reprocher certains raccourcis lors de la conférence du 13 octobre. Affirmer que l'ensemble des Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) collectés en France finissent en Afrique triés par des enfants fera bondir plus d'un des acteurs de la filière. Et oser dire que le tri des textiles est vertueux et local reste, à l'inverse, quelque peu mensonger, lorsque l'on sait que 80 % des textiles réemployés en France repartent à l'autre bout du monde, car invendables sous nos latitudes...

En revanche, on ne leur pardonnera pas l'édition de ces milliers de livres inutiles – 140 000 vendus à ce jour –, condensés d'informations googeliables en 1 clic, et remasterisées à la sauce cool-attitude. Vous les trouverez sans difficulté au rayon culture-poubelle de la Fnac : aussitôt offerts, aussitôt jetés, sans passer par la case lecture. Espérons qu'ils finissent au moins dans un conteneur de tri sélectif !

pas si CRÉTIN

L'irruption de la "question catalane" dans les médias depuis l'automne dernier n'a pas vraiment eu de retentissements par chez nous, si ce n'est une anecdotique manifestation à Annecy le 16 décembre dernier. En Savoie, les gens sont bien souvent perdus face à la question du séparatisme politique – nous aussi. Il faut dire que, localement, l'épouvantail savoisien est régulièrement agité, à la limite de la grossière caricature, de part et d'autre de l'échiquier politique. Forcément, ça interroge *Polenta* ! et son amour démesuré du "milieu". Bien conscient que l'histoire est un "champ de bataille", on a fini par se décider à s'aventurer sur ce terrain miné. À quelques heures du bouclage, on a invité un de nos défunts confrères de *La Voix des Allobroges* dans l'open-space de la rédac' pour qu'il nous raconte un fragment de cette histoire méconnue.

Vous qui connaissez sur le bout de la langue toute l'histoire de notre territoire, vous confirmez que le séparatisme savoyard est profondément conservateur ?

Pas du tout, mon petit. L'histoire est beaucoup plus complexe. Il est vrai qu'ici l'idée la plus répandue est que le séparatisme savoyard est idéologiquement ancré dans le sillage de la droite nationaliste et réactionnaire française, aujourd'hui comme à ses débuts. En fait, il s'agit du discours promu par le roman national français, qui associe le concept de séparatisme à celui d'identité, voire de repli identitaire. Mais il s'agit là d'une véritable imposture intellectuelle, tout à fait malhonnête !

Vous y allez un peu fort là tout de même...

L'usage politique de l'histoire n'est pas quelque chose de nouveau. C'est même assez ancien, puisque, depuis la III^{ème} République, les élites cherchent à créer de toutes pièces un sentiment d'appartenance commun à l'État-nation et à sa république jacobine. C'est précisément aux racines de la légitimité de ce système politique que s'attaque le séparatisme savoyard depuis cinquante ans. La Savoie est d'ailleurs le dernier morceau de territoire à avoir été annexé et colonisé par la France il y a bientôt 160 ans suite à un marchandage de

tapis entre deux monarques, ayant comme point commun de vouloir renforcer leur pouvoir respectif sur les espaces et les individus qu'ils gouvernaient.

Vous voulez dire que le séparatisme savoyard est de gauche ?

Historiquement, oui ! Le terreau du séparatisme savoyard trouve en effet ses racines dans ce que vous appelez la "gauche" en France. Par exemple, le poète savoyard Joseph Bard disait ceci en 1860 : *« les [frontières] d'un État sont comme les rivages de la mer, sans cesse battus par le flux et le reflux de la vague. Elles ressentent le remous quand la révolution passe, mais elles ne profitent guère de la liberté quand le calme arrive »*. Pour la période plus contemporaine, on pourrait résumer ce sentiment ainsi : comment résister face aux raisons d'État et aux figures d'autorité pour permettre l'émancipation des individus ? L'un des premiers partisans du séparatisme est d'ailleurs un militant libertaire et son organisation Savoie Libre, qui, d'après un tract paru dans les années 1970, n'était *« ni un rassemblement, ni un mouvement, ni un groupement, ni un parti, mais l'expression écrite, libre et sans concession d'une certaine idée de la Savoie »*.

Et après, que se passe-t-il ?

En 1972, au moment où l'État crée les Régions, se forme un mouvement informel, le Mouvement région Savoie (MRS) – qui existe toujours. L'objectif est alors défensif : éviter que *« la Savoie ne soit diluée dans le machin rhônalpin ! »*. Le succès est d'abord au rendez-vous puisque 430 élus votent à la quasi-unanimité pour une Région Savoie et 100 000 signatures sont récoltées. Mais Paris voit ça d'un très mauvais œil, les Renseignements généraux (RG) infiltrèrent le mouvement et font disparaître la pétition ; quant aux maires favorables à la Région Savoie, ils sont menacés de voir leur subventions supprimées. Résultat, les élus retournent leur veste et votent pour la dilution de la Savoie dans Rhône-Alpes. La bataille est perdue.

Cela signe alors la mort des aspirations autonomistes savoyardes ?

Au contraire, elles continuent de se développer et se transforment. L'exemple des autonomistes libertaires des Jeunes régionalistes savoyards (JRS) à la fin des années 70 est à cet égard fort intéressant. J'ai retrouvé certains de leurs écrits dans le grenier de ma grand-mère. Luttant pour des régions contre l'État, ils dénoncent pêle-mêle le *« néocolonialisme, l'impérialisme du dedans, la barbarie d'un pays 'civilisé' [qu'est la France] »* ainsi que le tourisme comme *« symptomatique de la chienlit technologique »*. Dans un premier mouvement, il importe alors de *« secouer un mouvement qui légitime les concentrations de toutes sortes comme une dimension inéluctable d'un progrès technologique qui prétend s'imposer en synonyme du mieux-être »*. Dans un second temps, il faut exister contre les pouvoirs organisés afin de pouvoir briser le monopole culturel.

Est-ce que vous faites là référence aux différents partis politiques ?

Exactement ! Ces formes organisées du contre-pouvoir connues et reconnues contre lesquelles ils appellent à lutter, ce sont les partis politiques dont, jugent-ils, les discours s'élaborent avec pour seul objectif la conquête du pouvoir. Le pouvoir sous toutes ses formes et toutes ses manifestations est au cœur de leur critique : *« Il s'organise pour lui-même dans un système d'institutions inabordables qui fonctionnent de façon réflexive »*. Ainsi, leur autonomie ne s'équationne pas en termes de pouvoir, il en constitue même la négation : *« Il n'incarne pas cette fois-ci un contre-pouvoir mais un non-pouvoir ; la subversion par l'existence spécifique »*.

Et les femmes dans tout ça, elles étaient où ?

J'y viens, j'y viens. Il est important de rappeler que l'une des premières "régionalistes", dans les années 1860, est une poétesse savoyarde, Amélie Gex, qui a exprimé sa défiance envers sa prétendue "nouvelle patrie", mettant en mots des arguments ethnologiques et sociologiques. Dans les années 70, au sein du MRS,

les femmes occupent une place importante pour défaire et faire disparaître l'État-nation. Elles participent par exemple au lancement d'une radio libre, *Radio Allobroges*, défiant les autorités françaises qui tentent par tous les moyens de faire taire cette voix dissidente appelant à un sursaut des Savoyards. Je me souviens aussi qu'elles travaillaient activement à l'élaboration d'une région transfrontalière. Il n'était pas question de former une région riche ne voulant pas payer pour des régions moins favorisées, mais bien de créer, en dehors des frontières des États-nations existants, une entité politique ayant une cohérence géographique, culturelle et sociale.

À vous écouter, l'autonomisme savoyard ne serait vraiment pas quelque chose de nauséabond...

Bien sûr que non ! L'une de ses spécificités porte d'ailleurs sur son aspect politique. En Savoie, il a toujours été davantage fondé sur la revendication d'une démocratie pleine et entière plutôt que sur la défense d'une culture et d'une langue. Une partie des autonomistes de l'époque ne souhaitait d'ailleurs pas quitter la France : ils véhiculaient le désir d'une démocratie inspirée du fédéralisme dans une région dont le cadre ne serait pas préfabriqué et imposé d'en haut, mais bien défini par ceux qui lui donnent un contenu concret, réel, vivant. En fait, ils étaient en avance sur leur temps.

Tout de même, n'auriez-vous pas un peu tendance à négliger l'importance de la question identitaire ?

Non, je la remets à sa juste place. Elle a une importance dans cette frange du mouvement séparatiste, mais c'est une notion d'identité ouverte et plurielle, contre le rejet de l'altérité et s'inscrivant dans le cadre d'un bousculement de l'ordre social institué. Cette culture savoyarde, affirment-ils, est *« la propriété et le droit de tout un peuple, de tous les habitants de la Savoie, de souche comme d'adoption »* ; sa redécouverte, son devenir et sa défense s'inscrivent alors explicitement comme un moyen de résistance et d'émancipation face à la colonisation des imaginaires par l'État. En ce sens, elle est pensée comme devant sortir des stéréotypes folkloriques aseptisés pour se réapproprier le concret et le vécu dont elle est l'expression. Par exemple, ils rejettent le jacobinisme linguistique et réhabilitent les anciens dialectes que l'État français avait pris l'habitude depuis la Révolution de 1789 de catégoriser sous le terme désuet de "patois". Autrement dit, pour avoir prise sur la réalité, il importe de relier cette lutte culturelle au contenu politique lui correspondant.



À cette époque, on peut donc parler d'aventure politico-linguistique ?

J'allais justement le dire, tu me devances. Il faut que je te raconte une autre histoire, celle du mouvement socio-culturel maoïste appelé Harpitanya qui, entre 1974 et 1980, est actif dans la région autonome du Val d'Aoste. Niant l'existence d'une ethnie valdôtaine, les Harpitans veulent mobiliser les paysans et ouvriers des vallées contre l'État-nation et l'élitisme social et culturel. Pour ce faire, ils appellent à la *« libération nationale et sociale »* d'un territoire appelé Harpitanie et prônent une fédération politique à cheval sur les Alpes. Les gens des vallées alpines sont des Harpitans et ont une existence spécifique.

Les Harpitans, c'est quoi ce "machin" ?

Le parrain de ce mot est en fait un philologue basque, Federico Krutwig Sagredo, ayant trouvé refuge par chez nous. À l'époque, il invite les indépendantistes basques à s'allier au FLN algérien pour créer un État englobant toutes les terres bascophones de l'Antiquité... Pour lui, les Basques sont les derniers survivants des agriculteurs néolithiques d'il y a cinq mille ans et il soupçonne l'existence d'îlots refuges dans les Alpes liés au passage et à l'occupation, il y a quelques siècles, des Sarrasins. Pour les maoïstes, cette histoire alternative est la filialisation dont ils ont besoin pour briser le monopole culturel de la bourgeoisie francophone et italophone d'Aoste. S'appuyant sur celle-ci, ils s'attachent à construire à partir des dialectes locaux une "nouvelle" langue, l'Harpitan. Ils projettent alors des termes euskara (langue basque) sur les lieux-dits locaux, traduisent en "patois" les œuvres de Mao Zedong et publient des compilations de mots se ressemblant dans les deux langues. Privé de son "H" basque, le terme arpitan partira ensuite à la conquête des espaces de cette "confédération arpitanne" dont les maoïstes rêvaient. Celle-ci correspond à la partie alpine de l'aire linguistique arpitanne : le Val d'Aoste, le Valais et la Savoie.

Un peu comme la région transfrontalière dont vous me parliez tout à l'heure ?

Oui, c'est ça. C'est bien, tu suis ! Il y avait également le journal satirique suisse, *Le Crétin des Alpes*, dont *« l'unique raison d'être »* était d'inciter les populations de cette région à se désolidariser de l'État, puis à se regrouper territorialement par affinités et non plus au nom de nationalismes imbéciles, à proclamer l'autonomie intégrale et enfin à former dans la région Valais-Savoie-Aoste l'Union des territoires d'opposition aux puissances, d'insoumission et d'écologie (l'U.T.O.P.I.E.). L'année 1989 devait être celle de la reconnaissance officielle de cette République libre des montagnes... mais ce n'est finalement que le mur de Berlin qui est tombé.

Et aujourd'hui, on en est où ?

C'est une bonne question, mon petit. Ce que nous apprend cette histoire de la Savoie, c'est que l'indépendantisme n'est pas nécessairement une fin en soi. Bien entendu, il y a des personnes qui sont toujours convaincues – et ce sont sans doute aujourd'hui les plus visibles et peut-être même les plus nombreuses – que la Savoie doit se constituer en État et avoir un projet politique souverain... Mais, je te le dis, c'est une fin qui, en elle-même, ne fonctionne pas. C'est une erreur manifeste d'analyse. Le séparatisme n'est qu'un moyen pour aller plus loin, pour aboutir à une société en rupture avec le capitalisme. Ces objectifs sont impossibles à atteindre au sein de l'État français, eu égard au rapport de force et à la façon dont cet État s'est constitué au cours de l'histoire. De toutes ces idées lancées il y a plusieurs décennies, certaines continuent d'exister de façon diffuse. Je pense ici à ces gens qui promeuvent aujourd'hui la formation d'une eurorégion arpitanne, en se détachant politiquement des États-nations auxquels ils appartiennent et dont ils sont soumis à l'autorité. Sur fond rouge-noir, leur slogan est *« Arpitania abada »*. En arpitan, abada désigne un pré où le bétail peut brouter sans surveillance : il équivaut à "liberté".

MÉRITÉ LE DÉTOUR

Ce modeste fascicule, parrainé par l'Office des Touristes de Chambéry, recense des lieux qui n'existent pas, ou presque, ou pas encore. C'est ainsi. Les lieux ne font pas beaucoup d'efforts.

LA RUE MICHEL DE CERTEAU

Pelotonnée entre le centre d'éveil spirituel Olivier Giroud et le mémorial Grégory Lemarchal, c'est une voie peu fréquentée, et modestement publique. Récemment mises en service, dix-sept caméras de vidéosurveillance recourent la réalité et l'empêchent de se produire. Ici les passantes et les croquants ne braquent pas, par crainte du qu'en verra-t-on. Ici les rats sont d'une dignité suspecte, et d'une retenue presque ecclésiastique. Les pigeons n'osent plus chier. La liberté est à l'intérieur. Quelque part sous la peau.

LE CONSULAT DE SYLDAVIE

Les liens privilégiés qui unissent le duché de Savoie au palatinat de Syldavie remontent à la XIIIème Croisade. Armées de faux, de frondes et de pelles à neige, les milices de gardes-champêtres syldaves s'illustrent en secourant à point nommé l'arrière-garde savoyarde, surprise sous les murailles d'Olomouc par les bachi-bouzouks de l'émir Onton et les mamelouks de l'émir Onten. La soirée fondue de la veille a laissé des traces, et la piétaille allobroge, toute empêtrée de fils de fromage durcis et de surcroît passablement soûle, est peu apte aux prouesses martiales. Mais le syldave n'est point veule : il veille et court et vole et venge. Vaille que vaille, *the day is saved*. Vaille que vaille. Vive la victoire. Souviens-toi, vieille Savoie. N'oublie rien, Chambérien. Déconne pas, putain.



LE FUCKING BLUE BOY

D'aucuns déplorent le déficit de lieux de sociabilisation LGBT à Chambéry. Il va sans dire qu'ils n'ont jamais mis les pieds au *Fucking Blue Boy*. Repaire du BVRMC ou Black Vegan Rebel Motorcycle Club, un gang de bikers gays, moustachus et antispécistes, cette cantine prolétarienne propose à ses adhérents des soirées thématiques aussi hétéroclites que truculentes : soupe d'orties le mardi, body-body cubain le jeudi, cosplay nain de jardin le samedi ; et le premier lundi du mois, les trois en même temps. Les meilleures rillettes de tofu du canton, aux dires des habitués.

LA MAISON DU PRISONNIER DE GUERRE

À en croire quelques esprits complotistes et chagrins, il ne s'agirait ni plus ni moins que du siège clandestin de l'Antisocial Club, dont la raison d'être est de ne se réunir jamais. Mais cet endroit semble cependant être ce qu'il semble, et peut-être même ce qu'il est. Des permanences y sont assurées tous les samedis de onze heures à midi.

LE FABLAB IDENTITAIRE PAPA SCHULTZ

Tout à la fois salon de thé et de coiffure, atelier de couture, et salle de musculation, c'est l'endroit idéal pour reprendre ses rangers, pimper son bomber avec des svastikas, ou remateler ses gants de boxe en gamellant un muffin à la créatine, une part de biscuit de Savoie ou un cupcake national-socialiste. Un vieux jukebox crachote en boucle l'intégrale de Jean-Pax Méfret et Michel Sardou ; sur les murs alternent avec chic aquarelles de fleurs de montagne, canevases de chatons, et posters de Jean-Claude Vandamme ; virile et conviviale, l'atmosphère y est propice à la camaraderie, au bilan de compétences, et au touche-pipi. Solidarité, sport, culture et tradition : l'avenir n'appartient à personne.

LA ZAD DE NOTRE DAME DE BUISSON ROND

C'est l'arrêté municipal du 30 février 2015, prévoyant l'agrandissement du boulo-drome de Buisson-Rond ainsi que le doublement du jardin d'enfants attenant, qui met le feu aux poudres. (Chambéry est déjà à l'époque la ville française qui compte le plus de toboggans par habitant.) Très vite, sous le leadership du sous-commandant Marcoz, réserviste au 13ème BCA, les opposants au projet se radicalisent et occupent le site. Fers de lance d'un micro-terrorisme de proximité, les guérilleros des Écureuils Irréductibles multiplient les coups de force : détournements de bus de la STAC, sabotages de tourniquets, désécration de ronds-points, camps d'entraînement au diabolo et au djembé. La presse locale agite le spectre de la guerre civile ; les gens, impavides, s'en foutent. Trois ans plus tard, la ferveur contestataire s'est dégonflée ; seule une poignée d'écureuils, retranchés derrière leurs barricades et banderoles de fortune, résiste encore et toujours à l'envahissant avenir. Un autre monde est possible. Mais pour combien de temps.

